



Direction générale des services
Direction des affaires juridiques et institutionnelles

Extrait des délibérations
du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes
Séance du mardi 16 décembre 2025

N° 7 – D. 16.12.2025

L'an deux mil vingt-cinq, le seize décembre à neuf heures, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur Yassine LAKHNECH, président de l'Université Grenoble Alpes.

Point à l'ordre du jour :

4.2 Budget initial 2026

Pour l'établissement principal Université Grenoble Alpes (incluant l'Opération Campus)

Membres présents : LAKHNECH Yassine, BARRIERE Florian, GAUSSIER Éric, PLANUS Emmanuelle, PODEVIN Florence, PROTASSOV Konstantin, THIBAUT Pierre, ADAM Véronique, DANJEAN Vincent, JANIN Rémi, MANDIL Guillaume, MONDET Julie, CANTAROGLOU Frédéric, FORESTIER Gérard, MATTMANN Patricia, VAN DER HEIJDE Caroline, BERGOT Anouk, DOULAT Léonce, LABRECHE Samara, TASSIGNY Axel, TARGE Boris, BOLZE Catherine, TRONTIN-BERTHAUD Sophie, DESPREZ Frédéric, COLL Jean-Luc, BOISTARD Pascal, FEIGNIER Bruno, MAÛR Anne-Marie, SIMIAND Marie-Christine.

Membres représentés : GERRY-VERNIERES Stéphane (donne procuration à GAUSSIER Éric), SAMUEL Karine (donne procuration à PROTASSOV Konstantin), BERNARD Marie-Julie (donne procuration à TASSIGNY Axel), QUINTON Jean-Charles (donne procuration à BARRIERE Florian), WEST Caroline (donne procuration à JANIN Rémi), DELABALLE Anne (donne procuration à MANDIL Guillaume), FIBRANE Ahmed (donne procuration à DANJEAN Vincent), DUJEU Ambre (donne procuration à PODEVIN Florence), GUILLERMIN Amandine (donne procuration à VAN DER HEIJDE Caroline), SAKPA Samuel (donne procuration à DESPREZ Frédéric), DARAGON Nicolas (donne procuration à BOLZE Catherine), DASTARAC Marie (donne procuration à SIMIAND Marie-Christine).

Membre excusé : MADRENNES Jacqueline.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Vu le Code de l'éducation et notamment ses articles L711-1 et suivants,
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment ses articles 175 à 177,
Vu les statuts de l'UGA,
Vu le passage en commission permanente le 4 décembre 2025,

Considérant les articles présentés ci-dessous ;

Article 1 :

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- **6009 ETPT** dont **4364 ETPT** sous plafond Etat et **1645 ETPT** hors plafond Etat

- **670 123 580** € d'autorisations d'engagements dont :
 - **452 163 654** € en personnel
 - **153 080 368** € en fonctionnement
 - **64 879 558** € en investissement

- **648 332 319** € de crédits de paiements dont :
 - **452 163 654** € en personnel
 - **152 899 049** € en fonctionnement
 - **43 269 615** € en investissement

- **643 802 349** € de recettes

- **- 4 529 970** € de solde budgétaire

Article 2 :

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- **- 8 612 348** € de variation de trésorerie
- **- 10 593 589** € de résultat patrimonial
- **- 1 798 658** € d'insuffisance d'autofinancement
- **- 15 577 369** € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles sont annexés à la présente délibération.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le budget initial 2026 pour l'établissement principal Université Grenoble Alpes (incluant l'Opération Campus).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	29
Membres représentés	12
Nombre de votants	41
Voix favorables	23
Voix défavorables	18
Abstention	0

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à la majorité de ses membres présents et représentés, le budget initial 2026 pour l'établissement principal Université Grenoble Alpes (incluant l'Opération Campus).

Publié le : 05/01/2026

Transmis au Rectorat le : 05/01/2026

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 16 décembre 2025

Pour le Président et par délégation,

La directrice générale des services,
Bénédicte CORVAISIER

Pour le Président
et par délégation

La Directrice générale des services
Bénédicte CORVAISIER

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Note de présentation du budget initial 2026 de l'Université Grenoble Alpes

Table des matières

1. LE CONTEXTE ET LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES	3
2. L'ELABORATION DU BUDGET 2026	5
1. Les recettes du budget général.....	5
2. Les autorisations budgétaires	11
3. Les emplois et la masse salariale	21
Les orientations politiques de la campagne d'emplois 2026 :	21
Le contexte financier national contraint qui entraîne des charges supplémentaires sur les universités	21
1-1 Le plafond des Emplois	22
1-2 L'évolution de la consommation en ETPT depuis 2020 pour l'UGA :	24
2-1 Les principaux éléments de contexte :	28
2-2 L'évolution des dépenses de Masse salariale entre le BR2 de 2025 et le BI 2026 de l'UGA :	28
Synthèse par unité budgétaire et plafond d'emplois	28
2-3 Synthèse de l'impact de l'évolution de la MS entre le BR2 2025 et BI 2026 sur le résultat de l'UGA au BI 2026 :	31
4. Le solde budgétaire.....	33
3. ELEMENTS D'APPRECIATION DE LA SOUTENABILITE BUDGETAIRE	34
1. La trésorerie et le tableau d'équilibre budgétaire	34
2. Le compte de résultat	35

- 3. La capacité d'autofinancement et le fonds de roulement..... 40
- 4. Synthèse de la soutenabilité du budget..... 42
- Principe du budget vert et méthodologie appliquée..... 44
- Répartition des grandes masses 46

1. LE CONTEXTE ET LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Contextes et orientations

Le contexte national à la date d'élaboration de ce budget initial se caractérise par une grande incertitude sur le projet de loi de finances de l'Etat (PLF) pour 2026.

Face à cette incertitude, la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) a transmis aux établissements le 19 novembre dernier via le Rectorat de Région les instructions suivantes :

- Construire le BI26 sur la base de la notification intermédiaire de juillet 2025 ;
- Prendre en compte l'annonce de la hausse de 4 points de la cotisation CAS Pension avec compensation à hauteur de 40% (impact de 3,06 M€ pour l'UGA) ;
- Prendre en compte la mise en œuvre de la Protection Sociale Complémentaire (PSC), sans compensation (impact de 1,1 M€) ;
- Ne pas inscrire les mesures non pérennes, dites « actions spécifiques » dont le Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP) (5,1 M€ en 2025 et 3,3 M€ en 2026 auraient dû être versés par l'Etat au titre du COMP avec le MESRE), à titre conservatoire ;
- Prévoir une baisse des dépenses de communication financées sur la SCSP de 20% par rapport à leur niveau 2025 (en application de la circulaire n° 6506-SG du 4 octobre 2025 – Politique de communication de l'Etat). A ce titre une baisse de 200 k€ hors projets a été appliquée pour l'établissement.

Nous avons donc construit le BI 2026 en prenant en compte ces instructions.

Les orientations de la lettre d'orientation budgétaire (LOB) ont été suivies. L'UGA maintient son soutien aux missions cœur, à savoir la Formation, la Recherche, l'Innovation et la Vie Etudiante. Il s'agit pour l'établissement, de piloter le budget par la capacité d'auto-financement (CAF) avec une cible de 12 M€ réalisés correspondant au seuil d'investissements non subventionnés nécessaires à l'hygiène, la sécurité, la rénovation énergétique et la continuité des missions. Cette cible a conduit à une priorisation des investissements. Une démarche d'économies a été mise en œuvre pour assurer l'atteinte de la CAF cible, à savoir 1,6 M€ pour la masse salariale. En fonctionnement, dépenses et recettes confondues, une amélioration de 1,4 M€ était projetée. Ces cibles ont été atteintes au BI 2026. Les diverses mesures mises en œuvre pour réaliser ces objectifs sont détaillées dans le rapport.

Sur le plafond 1, le besoin de financement de la masse salariale augmente de 6,1 M€ au BI 2026 par rapport au BR2 2025 dont 3 M€ pour la nouvelle hausse du CAS Pension (pour sa part non compensée) et 1,1 M€ pour la PSC mise en œuvre en mai 2026. Le besoin de financement est défini comme la différence entre la masse salariale totale et la masse salariale financée par la SCSP. Le besoin de financement de la masse salariale est également impacté à plus de 1,4 M€ cette année par un nombre de retour de différés de recrutements supérieur à celui des sorties des enseignants-chercheurs, ainsi que par une meilleure occupation des postes de BIATSS (meilleurs délais de recrutements).

En prenant en compte ces nouvelles charges, le résultat au BI2026 s'établit à -10,5 M€. Cependant en prenant en compte l'évolution de 2025 à 2026 sur le même périmètre, c'est-à-dire hors augmentation du CAS et mise en place de la PSC et hors COMP, on constate une amélioration du résultat de 1 M€ passant de -7,4 M€ à -6,4 M€ entre 2025 et 2026.

2. L'ELABORATION DU BUDGET 2026

1. Les recettes du budget général

Les recettes du BI 2026 s'élèvent à 643 802 k€, en hausse de 3 804 k€ par rapport au budget 2025 après BR2. Le tableau 1 présente la répartition des recettes par nature de financements.

Tableau 1 : Évolution des recettes de 2025 à 2026 par nature de financements (en €)

Budget	RECETTES									Total 2026	Rappel 2025
	Recettes globalisées					Recettes fléchées					
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchées	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées			
FD010 - SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	395 496 532	-	-	-	-	-	-	-	-	395 496 532	394 776 874
FD020 - DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	6 732 162	-	-	-	-	6 732 162	5 895 719
FD030 - FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	17 840 394	-	-	-	-	17 840 394	21 655 804
FD040 - TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	833 752	-	-	-	-	833 752	1 584 540
FD050 - CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	41 686	1 494 741	52 100	-	-	-	1 588 527	717 668
FD060 - VALORISATION	-	-	-	-	2 081 456	-	-	9 000	-	2 090 456	2 310 211
FD070 - ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	-	5 266 117	-	-	107 188 450	-	-	112 454 567	78 013 860
FD080 - ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	7 879 310	-	-	20 046 512	-	-	27 925 822	11 539 237
FD090 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	2 973 303	-	-	2 429 955	-	-	5 403 258	7 676 181
FD100 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	1 325 334	-	-	2 882 290	-	-	4 207 624	10 953 592
FD110 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	1 280 492	-	6 202 472	2 675 456	19 942 370	6 393 926	32 229	-	36 526 944	52 560 784
FD120 - FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONNS & LEGS	-	-	-	81 718	1 762 828	-	-	66 592	-	1 911 138	2 526 405
FD130 - AUTRES RECETTES	-	-	3 019 022	-	27 772 149	-	-	-	-	30 791 172	49 787 688
TOTAL	395 496 532	1 280 492	3 019 022	23 769 941	61 192 938	19 994 470	138 941 132	107 821	-	643 802 349	639 998 563

Deux principales sources de financements se dégagent : la Subvention pour Charges de Service Public (SCSP) pour 395 497 k€ (qui représente 61% des recettes), et les financements ANR (fonds 070 et 080) pour 140 380 k€ (22% des recettes) incluant le programme France 2030. Les subventions provenant d'autres financeurs (fonds 090, 100 et 110) s'élèvent à 46 138 k€ (7% des recettes).

Les recettes directement liées à l'activité de formation se retrouvent dans les postes « droits d'inscription » (fonds 020), « formation continue » (fonds 030) et « taxe d'apprentissage » (fonds 040) pour 25 406 k€ (4% des recettes) mais également dans la rubrique « autres recettes » pour une partie de l'apprentissage et les prestations du Centre Universitaire d'Etudes Françaises (CUEF). Parmi les autres recettes, se trouvent notamment les produits de prestation de service de la Formation et de la Recherche (exemples : expertises de l'UFR Faculté de Médecine pour le tribunal, reversement des centres de formation en apprentissage hors UGA...), de valorisation pour la Recherche, la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC), les refacturations aux établissements-composantes de l'UGA ou à d'autres établissements dans le cadre de services partagés ou d'autres conventionnements.

Le tableau 2 présente la répartition par secteurs d'activités qui seront détaillés ci-dessous. Il est proposé de réaliser l'analyse de l'évolution des recettes du BI 2026 par rapport à l'exercice 2025 (BI2025 et BR2 2025) selon les données du tableau ci-dessous.

**Tableau 2 : Évolution des recettes encaissées par secteurs d'activités de 2025 à 2026
(masse salariale, fonctionnement et investissement) (en €)**

	BI 2025	Budget 2025 après BR2	BI 2026
Hors Projets	452 549 571	467 414 986	459 401 361
Formation	34 602 562	37 592 470	35 355 854
Recherche	14 658 218	17 791 094	13 241 381
Vie étudiante	5 193 776	6 982 378	5 467 782
Patrimoine	4 305 739	4 876 133	4 601 647
Systèmes d'Information	1 368 411	1 853 611	1 306 335
Autres services généraux	392 420 865	398 319 301	399 428 362
Projets	149 582 591	172 583 577	184 400 988
Formation	37 448 522	29 991 105	42 871 955
Recherche	63 246 363	79 038 110	84 457 338
Vie étudiante	349 758	368 838	280 417
Patrimoine	5 978 782	18 209 258	7 178 733
Systèmes d'Information	87 804	105 570	149 599
Autres services généraux	24 990 843	27 390 176	32 543 426
Opération Campus	17 480 520	17 480 520	16 919 520
Total général	602 132 162	639 998 563	643 802 349
Formation	72 051 084	67 583 574	78 227 809
Recherche	77 904 581	96 829 204	97 698 719
Vie étudiante	5 543 534	7 351 216	5 748 199
Patrimoine	10 284 521	23 085 391	11 780 380
Systèmes d'Information	1 456 215	1 959 181	1 455 934
Autres services généraux	417 411 708	425 709 477	431 971 788
Opération Campus	17 480 520	17 480 520	16 919 520

Les principales évolutions portent sur les secteurs d'activité suivants :

- **Formation**

Tableau 2a : Évolution des recettes encaissées de la formation de 2025 à 2026 (en €)

	BI 2025	Budget 2025 après BR2	BI 2026
Hors Projets	34 602 562	37 592 470	35 355 854
Projets	37 448 522	29 991 105	42 871 955
Total	72 051 084	67 583 574	78 227 809

Ce secteur comprend la DGD Formation, les composantes de formation, le Collège des Études Doctorales (CED), ainsi que 50% du Service universitaire des activités physiques et sportives (SUAPS), de la DGD *Bibliothèques et Appui à la Science Ouverte* (BAPSO) et d'UGA Éditions.

Les recettes encaissées augmentent de 10 644 k€ par rapport au BR2 2025 du fait de la hausse des recettes prévues sur projets (+ 12 881 k€). Cette hausse s'explique par le décalage de prévision de recettes dans le cadre des projets transversaux *Compétences et métiers d'avenir* (CMA), portés par la DGD Formation, en particulier les projets QUANTEdu-France, CyberSkills@UGA, Formation et attractivité des métiers de l'électronique (FAME) et *Innovative Biohealth Education School* (IBES). Ces recettes donnent lieu à l'inscription de dépenses correspondantes notamment pour permettre le reversement d'une partie des recettes à des partenaires extérieurs.

Hors projets, la diminution de 2 237 k€ par rapport au BR2 2025 s'explique principalement par la diminution des recettes d'apprentissage et de formation continue de près de 1 748 k€ entre le BR2 2025 et le BI 2026, qui concerne plusieurs composantes (IUT1, IUT2, IUT de Valence, UFR d'Economie...). Cette diminution s'explique d'une part par une hausse importante des recettes entre 2024 et 2025 dans le contexte de la réforme du Bachelor Universitaire de technologie (BUT) et d'autre part par une tendance à la diminution du nombre de contrats d'apprentissage signés dans un contexte national de hausse du reste à charge pour les entreprises et de conjoncture économique défavorable.

Par ailleurs, des rattrapages de recettes de formation continue ont été réalisés en 2025 pour près de 400 k€.

Les recettes liées à la refacturation aux établissements-composantes des coûts pour le service partagé DGD *Bibliothèques et Appui à la Science Ouverte* (BAPSO) sont en diminution entre le budget 2025 après BR et le budget initial 2026. En effet, l'actualisation des modèles de calcul des coûts réalisée en 2025 a conduit à un rattrapage sur 2025 de certaines contributions au titre des exercices 2023 et 2024. A noter que pour le BI 2026, un nouveau mode de calcul, qui distingue les recettes et charges communes et spécifiques, a été mis en place, ce qui peut également expliquer des variations.

- **Recherche :****Tableau 2b : Évolution des recettes encaissées de la recherche de 2025 à 2026 (en €)**

	BI 2025	Budget 2025 après BR2	BI 2026
Hors Projets	14 658 218	17 791 094	13 241 381
Projets	63 246 363	79 038 110	84 457 338
Total	77 904 581	96 829 204	97 698 719

Ce secteur englobe l'UB Recherche, l'École des Houches ainsi que 50% de la DGD BAPSO et d'UGA Éditions. Les recettes encaissées pour la recherche augmentent de 870 k€ entre le budget 2025 après BR2 et le budget 2026.

Sur projets, les recettes encaissées augmentent de 5 419 k€ entre 2025 et 2026. Cette hausse s'explique par le démarrage de nouveaux projets et la poursuite de projets démarrés en 2025 tels que le *Multidisciplinary Institute in Artificial intelligence* (MIAI) Cluster, des projets financés par le Contrat de Plan État-Région (CPER), le projet « Programmes de recherche en Sciences Humaines et Sociales » FORESEE et les Programmes et équipements prioritaires de recherche (PEPR).

Hors projets, les recettes diminuent de 4 550 k€ du fait de l'intégration au BR1 2025 des recettes liées aux flux financiers croisés de la filiale Floralis. En effet depuis 2014, l'UGA est tenue de retracer l'intégralité des flux relatifs aux contrats tripartites avec la filiale en recettes et dépenses. Hors Floralis, les recettes hors projets sont relativement stables entre le BR2 2025 et le BI 2026. Elles correspondent principalement aux crédits de recettes du préciput et de la Loi de programmation de la recherche (LPR). A noter que les modalités de versement des parts hébergeur et site du Préciput par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) ont évolué depuis fin 2024 avec un lissage des avances, 20% par an sur 5 ans, au lieu de 45% à la signature de la convention, 35% la première année et 20% la deuxième année. Ce changement dans le versement des aides impacte la trésorerie de l'établissement.

- **Vie étudiante :****Tableau 2c : Évolution des recettes encaissées de la vie étudiante de 2025 à 2026 (en €)**

	BI 2025	Budget 2025 après BR2	BI 2026
Hors Projets	5 193 776	6 982 378	5 467 782
Projets	349 758	368 838	280 417
Total	5 543 534	7 351 216	5 748 199

Ce secteur d'activités comprend la Direction de la Vie Etudiante (DVE), le Service de santé étudiante (SSE) et 50 % du Service universitaire des activités physiques et sportives (SUAPS).

Les recettes encaissées diminuent de 1 603 k€ entre le budget 2025 après BR2 et le BI 2026. Cette baisse est principalement liée aux recettes hors projets qui diminuent de 1 515 k€ du fait notamment du reversement exceptionnel en 2025 par le Crous de crédits du fonds d'aide sociale non consommés totalisant 600 k€.

La recette de SCSP pour le Service Accueil Handicap (SAH) est inscrite partiellement au BI de la DVE et sera complétée lors du BR1 (ajout de 274 k€ au BR1 2025).

Les recettes liées à la refacturation des coûts des services partagés concernant le SSE diminuent entre 2025 et 2026 de 240 k€, un rattrapage des contributions au titre des années 2023 et 2024 ayant été effectué en 2025.

Les recettes sur projets sont relativement stables. Il s'agit principalement de subventions versées par la Région Auvergne-Rhône-Alpes (AuRA) dans le cadre d'appels à projets à la DVE et au SUAPS.

- **Patrimoine** :

Tableau 2d : Évolution des recettes encaissées du patrimoine de 2025 à 2026 (en €)

	BI 2025	Budget 2025 après BR2	BI 2026
Hors Projets	4 305 739	4 876 133	4 601 647
Projets	5 978 782	18 209 258	7 178 733
Total	10 284 521	23 085 391	11 780 380

Les recettes projets diminuent de 11 305 k€ entre le budget 2025 après BR2 et le budget initial 2026 du fait du décalage sur 2025 de recettes sur projets qui auraient dû être encaissées en 2024.

Hors projets, les recettes correspondent principalement à des redevances, loyers et refacturation à des tiers de prestations (telles la reprographie, les fluides,...). Ces recettes diminuent de 274 k€ du fait notamment du rattrapage en 2025 de la redevance du Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (CHUGA) concernant le bâtiment de l'Institut de Formation des Professionnels de Santé (IFPS).

- **Systèmes d'information** :

Tableau 2e : Évolution des recettes encaissées des systèmes d'information de 2025 à 2026 (en €)

	BI 2025	Budget 2025 après BR2	BI 2026
Hors Projets	1 368 411	1 853 611	1 306 335
Projets	87 804	105 570	149 599
Total	1 456 215	1 959 181	1 455 934

Ce secteur intègre à la fois le budget de la DGD SI et de l'unité de service Direction des systèmes d'information mutualisés (DSIM). Pour rappel, le budget de l'UGA comprend l'intégralité du budget de la DSIM, dont la contribution des établissements-composantes de l'UGA et de l'Université Savoie Mont Blanc (USMB).

Les recettes encaissées sont en diminution de 503 k€ du fait de la comptabilisation lors du BR1 2025 de recettes dans le cadre des projets subventionnés par la Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI) nationale concernant le développement de l'offre de plan de reprise de l'activité (PRA), le soutien à la labellisation du datacentre GR3@ et le développement de l'offre de cloud. Ces recettes ne sont pas maintenues pour 2026 en attente de la réponse de la DGRI concernant la labellisation du datacentre CINAuRA de la Région AuRA auquel l'UGA participe avec son datacentre GR3@.

- **Autres services généraux :****Tableau 2f : Évolution des recettes encaissées des autres services généraux de 2025 à 2026 (en €)**

	BI 2025	Budget 2025 après BR2	BI 2026
Hors Projets	392 420 865	398 319 301	399 428 362
Projets	24 990 843	27 390 176	32 543 426
Total	417 411 708	425 709 477	431 971 788

Ce secteur enregistre les recettes transversales (SCSP, recettes relatives aux projets du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) transversaux tels qu'IdEx, Intégration et développement des IdEx et des ISITE (IDÉES), Structuration de la Formation par la Recherche dans les Initiatives d'excellence (SFRI)) ainsi que celles de plusieurs directions support (Direction Culture et culture scientifique, DGD Relations Internationales...). Les recettes augmentent au BI2026 de 6 262 k€ par rapport au BR2 2025.

Hors Projets, les variations portent principalement sur la SCSP et les droits universitaires.

La recette de SCSP augmente de 720 k€ entre le BR2 2025 et le BI 2026.

Au BR2 2025, la SCSP intègre la compensation à 100% de la hausse du CAS pension notifiée par le ministère et votée en Loi de finances 2025.

Le projet de Loi de Finances pour 2026 prévoit une nouvelle hausse du CAS pension de 4 points. Selon les directives de la DGESIP une hypothèse de compensation à 40% de cette hausse a été intégrée pour l'élaboration du budget 2026 (2 M€ de recette de SCSP prévue).

La recette des droits universitaires augmente de 0,8 M€ entre le budget 2025 après BR2 et le budget 2026. Cette hausse doit permettre d'ajuster la prévision budgétaire au réalisé. Le modèle de calcul de l'estimation de la recette de droits universitaires, du fait du décalage de l'année académique des effectifs étudiants utilisés dans le calcul et des recettes réellement enregistrées, a conduit sur les dernières années à une sous-estimation des droits universitaires au budget.

Sur projets, les recettes augmentent de 5 153 k€.

- **Opération Campus**

Les recettes de l'Opération Campus correspondent à la recette de dotation de l'Etat de 16 130 k€, à des subventions de partenaires externes ainsi qu'à la refacturation à Grenoble INP – UGA et au Crous d'une redevance dans le cadre du Partenariat Public Privé (PPP) Grenoble énergie – enseignement et recherche (GreEn-ER). Les recettes encaissées diminuent de 561 k€ entre le budget 2025 et 2026.

Cette baisse s'explique principalement par la fin des encaissements des subventions attendues pour les travaux du bâtiment Maison Universitaire des Services à l'Etudiant (MUSE) en 2025.

2. Les autorisations budgétaires¹

Le montant global des autorisations d'engagement (AE) en personnel, fonctionnement et investissement s'élève au BI 2026 à **670 124 k€** (452 164 k€ + 153 080 k€ + 64 880 k€), celui des crédits de paiement (CP) à **648 332 k€** (452 164 k€ + 152 899 k€ + 43 270 k€), contre respectivement 631 685 k€ d'AE et 629 786 k€ de CP au BI 2025.

Les autorisations budgétaires en AE, synthétisées dans le tableau 3, se répartissent entre 67 % en masse salariale, 23% en fonctionnement et 10% en investissement (pour rappel, la répartition au BI2025 était de 69% en masse salariale, 24% en fonctionnement et 7% en investissement).

La répartition en CP est de 70% en masse salariale, 23% en fonctionnement et 7% en investissement (la répartition était la même au BI2025).

Tableau 3 : Répartition en grandes masses (personnel, fonctionnement et investissement) des dépenses en AE et CP (en €)

Autorisations d'engagement				
Montant des AE	Personnel	Fonctionnement	Investissement	Total AE
BI 2025	437 696 555	150 859 890	43 128 957	631 685 403
Budget 2025 après BR 2	436 431 093	153 965 521	35 441 802	625 838 416
BI 2026	452 163 654	153 080 368	64 879 558	670 123 580
Crédits de paiements				
Montant des CP	Personnel	Fonctionnement	Investissement	Total CP
BI 2025	437 696 555	147 109 528	44 980 182	629 786 265
Budget 2025 après BR 2	436 431 093	152 590 477	36 476 678	625 498 248
BI 2026	452 163 654	152 899 049	43 269 615	648 332 319

Sur la partie fonctionnement, la répartition de l'ouverture des AE et CP par secteurs d'activités est synthétisée dans le tableau 4.

¹ Le budget dans le cadre de la réforme de la Gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) est présenté sous une double forme d'autorisations budgétaires, les autorisations d'engagement (AE) et les crédits de paiement (CP). Les autorisations d'engagements constituent le plafond voté par l'organe délibérant, et déterminent la capacité pour l'ordonnateur à engager juridiquement l'organisme sur l'exercice et les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être décaissées pendant l'exercice.

Tableau 4 : Dépenses de fonctionnement par secteurs d'activités
Autorisations d'Engagement (AE) et Crédits de Paiement (CP) (en €)

	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	60 128 000	60 388 948	65 782 240	67 171 393	58 344 271	57 192 369
Formation	16 809 311	16 874 311	16 409 259	17 170 273	16 029 334	16 095 634
Recherche	11 575 421	11 770 368	15 461 956	15 656 904	11 619 744	11 635 542
Vie étudiante	2 896 401	2 896 401	3 530 803	3 618 500	2 980 489	2 980 489
Patrimoine	16 828 548	16 820 548	17 337 081	16 795 076	18 041 406	17 000 406
Systèmes d'Information	4 244 749	4 206 749	4 749 084	5 379 584	4 068 020	3 828 020
Autres services généraux	7 773 571	7 820 571	8 294 056	8 551 056	5 605 278	5 652 278
Projets	90 731 890	86 720 581	88 183 281	85 419 085	94 736 096	95 706 680
Formation	31 816 670	31 834 816	23 065 943	24 008 474	35 090 415	35 140 998
Recherche	27 435 897	27 436 797	32 646 914	32 647 814	37 558 750	37 558 750
Vie étudiante	315 259	315 259	275 259	275 259	274 214	274 214
Patrimoine	- 136 657	- 142 652	- 100 046	7 688	-	-
Systèmes d'Information	-	-	-	-	-	-
Autres services généraux	16 324 722	16 505 361	19 664 211	20 053 850	14 247 718	14 267 718
Opération campus	14 976 000	10 771 000	12 631 000	8 426 000	7 565 000	8 465 000
Total général	150 859 890	147 109 528	153 965 521	152 590 477	153 080 368	152 899 049
Formation	48 625 980	48 709 127	39 475 202	41 178 747	51 119 749	51 236 633
Recherche	39 011 317	39 207 165	48 108 870	48 304 718	49 178 494	49 194 292
Vie étudiante	3 211 660	3 211 660	3 806 062	3 893 759	3 254 703	3 254 703
Patrimoine	16 691 891	16 677 896	17 237 035	16 802 764	18 041 406	17 000 406
Systèmes d'Information	4 244 749	4 206 749	4 749 084	5 379 584	4 068 020	3 828 020
Autres services généraux	24 098 293	24 325 932	27 958 267	28 604 906	19 852 996	19 919 996
Opération campus	14 976 000	10 771 000	12 631 000	8 426 000	7 565 000	8 465 000

- **Formation** : Total AE 51 120 k€, total CP 51 237 k€

Tableau 4a : Dépenses de fonctionnement de la formation en AE et CP (en €)

Formation	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	16 809 311	16 874 311	16 409 259	17 170 273	16 029 334	16 095 634
Projets	31 816 670	31 834 816	23 065 943	24 008 474	35 090 415	35 140 998
Total	48 625 980	48 709 127	39 475 202	41 178 747	51 119 749	51 236 633

Les crédits de paiement (CP) hors projets de 16 096 k€ apparaissent en diminution de 1 075 k€ par rapport au BR2 2025 (17 170 k€). Cette diminution traduit l'effort de limitation des dépenses de fonctionnement en cohérence avec les objectifs de la lettre d'orientation budgétaire (LOB). En effet, les composantes de formation, tout comme les services centraux et les services partagés, ont intégré dans l'équilibre de leur budget 2026 une économie de 2% de leurs charges de fonctionnement.

Cette diminution prend également en compte la baisse des recettes de formation continue et d'apprentissage constatée entre 2025 et 2026.

Les UFR Faculté de Médecine et Pharmacie voient leurs dépenses de fonctionnement augmenter au regard d'une hausse des recettes attendue en formation continue et avec l'ouverture de formations à La Réunion et aux Antilles.

Il convient de souligner la situation particulière de la Faculté de Médecine ces dernières années confrontée à une hausse importante des dépenses liées à la prise en charge du don du corps depuis la mise en place de nouvelles instructions en 2023. La subvention de 99 k€ accordée dans le cadre de la SCSP est loin de compenser les charges, notamment de transport des corps sur une zone géographique étendue et de crémation, qui sont estimées à environ 310 k€ par an au vu de la hausse du nombre de corps à prendre en charge, mais qui pourraient être encore plus importantes dans le futur.

- **Recherche** : Total AE 49 178 k€, total CP 49 194 k€

Tableau 4b : Dépenses de fonctionnement de la recherche en AE et CP (en €)

Recherche	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	11 575 421	11 770 368	15 461 956	15 656 904	11 619 744	11 635 542
Projets	27 435 897	27 436 797	32 646 914	32 647 814	37 558 750	37 558 750
Total	39 011 317	39 207 165	48 108 870	48 304 718	49 178 494	49 194 292

Hors projets, les CP du budget de la Recherche sont en diminution de 4 021k€ entre le budget 2025 après BR2 et le budget 2026. Cette variation s'explique par la comptabilisation des flux croisés entre l'UGA et sa filiale Floralis lors du BR1 (*cf supra*). La variation entre le BI 2025 et le BI 2026 est de – 134 k€.

Sur projets, la prévision est en hausse, passant de 32 648 k€ au BR2 2025 à 37 559 k€ au BI 2026. Ces sommes incluent des enveloppes non affectées permettant l'ouverture de crédits sans attendre un BR pour de nouveaux contrats. Elles peuvent être amenées à faire l'objet de déprogrammations en BR.

Comme en recettes, la hausse s'explique également par la poursuite en 2026 de projets d'envergure (MIAI Cluster), les Laboratoires d'Excellence (LabEx) pour la période 2025 - 2032 (+ 2M€) et les Programmes et équipements prioritaires de recherche (PEPR) (+500 k€ par rapport à 2025).

- **Vie étudiante** : Total AE et CP 3 255 k€

Tableau 4c : Dépenses de fonctionnement de la vie étudiante en AE et CP (en €)

	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Vie étudiante						
Hors Projets	2 896 401	2 896 401	3 530 803	3 618 500	2 980 489	2 980 489
Projets	315 259	315 259	275 259	275 259	274 214	274 214
Total	3 211 660	3 211 660	3 806 062	3 893 759	3 254 703	3 254 703

Le budget de fonctionnement reste stable entre le BI 2025 et le BI 2026. Il est en diminution de 639 k€ par rapport au budget 2025 après BR2 du fait de l'intégration au BR1 2025 d'une hausse de la contribution vie étudiante et de campus (CVEC) suite à la notification reçue en milieu d'année 2025. Le montant de CVEC 2026 pourra faire l'objet d'une modification en budget rectificatif courant 2026 suivant le montant de la notification reçue.

- **Patrimoine** : Total AE 18 041 k€, total CP 17 000 k€

Tableau 4d : Dépenses de fonctionnement du patrimoine en AE et CP (en €)

	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Patrimoine						
Hors Projets	16 828 548	16 820 548	17 337 081	16 795 076	18 041 406	17 000 406
Projets	-136 657	-142 652	-100 046	7 688	0	0
Total	16 691 891	16 677 896	17 237 035	16 802 764	18 041 406	17 000 406

Ce budget se présente en hausse de 323 k€ en CP par rapport au BI 2025 et de 197 k€ par rapport au budget 2025 après BR2. Cette hausse reste limitée au regard de l'évolution des prix constatée sur les nouveaux marchés en 2025. Des économies ont été intégrées sur les enveloppes de maintenance et entretien au budget initial 2026.

Le montant des dépenses de fluides a fait l'objet d'un ajout de crédits au BR1 2025, le montant des fluides de la DGD patrimoine passant ainsi de 7 M€ au BI 2025 à 7,4 M€ après BR1 2025. Le montant des fluides pour 2026 totalise 7,7 M€ pour la DGD Patrimoine (9,4 M€ pour l'ensemble des structures), soit 250 k€ de plus qu'en 2025 après BR. Cette hausse s'explique par les hypothèses prises en matière de variation de prix de l'énergie et d'actualisation des tarifs dans les marchés.

Le budget 2026 intègre également, en année pleine, plusieurs changements de périmètre à la hausse avec notamment la livraison de bâtiments liés aux opérations du Centre de Recherche en Santé Intégrative de l'UGA (CRéSI) et du Polygone.

- **Systèmes d'information** : Total AE 4 068 k€, total CP 3 828 k€

Tableau 4e : Dépenses de fonctionnement des systèmes d'information en AE et CP (en €)

Systèmes d'Information	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	4 244 749	4 206 749	4 749 084	5 379 584	4 068 020	3 828 020
Projets	-	-	-	-	-	-
Total	4 244 749	4 206 749	4 749 084	5 379 584	4 068 020	3 828 020

Les CP diminuent de 379 k€ par rapport au BI 2025 conformément à l'objectif d'économies recherché au budget initial 2026.

La forte diminution du budget entre le budget 2025 après BR2 et le budget 2026 s'explique par le décalage sur 2025 de factures liées à 2024 (820 k€ environ).

- **Autres services généraux** : Total AE 19 853 k€, CP 19 920 k€

Tableau 4f : Dépenses de fonctionnement des autres services généraux en AE et CP (en €)

Autres services généraux	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	7 773 571	7 820 571	8 294 056	8 551 056	5 605 278	5 652 278
Projets	16 324 722	16 505 361	19 664 211	20 053 850	14 247 718	14 267 718
Total	24 098 293	24 325 932	27 958 267	28 604 906	19 852 996	19 919 996

Hors projets, les CP s'élèvent à 5 652 k€, contre 7 821 k€ au BI 2025. La baisse entre les deux budgets initiaux s'explique d'une part par la prise en compte dans le BI 2025 de dépenses liées au COMP pour 1 M€ et d'autre part par l'intégration dans le BI 2026 d'une réduction de dépenses des laboratoires de recherche d'environ 0,8 M€ (qui pourrait se concrétiser sous la forme d'une hausse des frais d'infrastructure ou par d'autres mesures).

Le budget 2025 comprenait également un reversement à Grenoble INP – UGA au titre de la prise en charge des bâtiments IAE et Polytech pour 537 k€.

Sur projets, les CP sont de 14 268 k€, en baisse de 2 237 k€ par rapport au BI 2025 (16 505 k€). La variation des AE et CP suit l'avancement des différents projets transversaux (Grenoble ATtractiveness and ExcellencES (GATES), Structuration de la Formation par la Recherche dans les Initiatives d'excellence (SFRI)...) et des versements à effectuer aux différents partenaires.

- **Opération Campus** : Total AE 7 565 k€, CP 8 465 k€

Le budget 2026 est en diminution par rapport au BI de 2 306 k€ et stable en CP par rapport au budget 2025 après BR2. La diminution des AE s'explique également par l'inscription en 2025 des AE liées aux opérations de parachèvement.

Sur la partie investissement, la répartition de l'ouverture des crédits d'engagement par secteurs d'activités est synthétisée dans le tableau 5.

**Tableau 5 : Dépenses d'investissement par secteur
Autorisations d'Engagement (AE) et Crédits de Paiement (CP) (en €)**

	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	17 177 609	15 703 694	14 748 312	14 634 412	14 903 341	14 070 853
Formation	2 697 820	2 697 820	3 000 582	3 043 842	2 862 616	2 862 616
Recherche	1 562 951	1 562 951	1 536 766	1 580 026	1 437 093	1 171 593
Vie étudiante	207 000	207 000	199 000	199 000	136 500	136 500
Patrimoine	8 596 278	7 122 363	5 426 691	5 226 271	7 672 932	7 105 944
Systèmes d'In formation	2 746 460	2 746 460	3 218 173	3 218 173	2 594 200	2 594 200
Autres services généraux	1 367 100	1 367 100	1 367 100	1 367 100	200 000	200 000
Projets	25 951 348	29 276 488	20 693 490	21 842 266	49 976 217	29 198 762
Formation	3 156 828	3 156 828	2 967 203	2 841 483	1 902 978	2 085 940
Recherche	7 742 166	7 931 366	5 271 166	5 271 166	8 110 405	8 117 000
Vie étudiante	42 861	42 861	42 861	42 861	31 500	31 500
Patrimoine	7 771 340	11 053 433	5 903 107	7 674 756	32 084 455	10 864 444
Systèmes d'In formation	-	-	-	-	250 000	250 000
Autres services généraux	291 153	430 000	391 153	530 000	362 800	362 800
Opération campus	6 947 000	6 662 000	6 118 000	5 482 000	7 234 079	7 487 078
Total général	43 128 957	44 980 182	35 441 802	36 476 678	64 879 558	43 269 615
Formation	5 854 648	5 854 648	5 967 785	5 885 325	4 765 594	4 948 556
Recherche	9 305 117	9 494 317	6 807 931	6 851 191	9 547 498	9 288 593
Vie étudiante	249 861	249 861	241 861	241 861	168 000	168 000
Patrimoine	16 367 618	18 175 796	11 329 798	12 901 027	39 757 387	17 970 388
Systèmes d'In formation	2 746 460	2 746 460	3 218 173	3 218 173	2 844 200	2 844 200
Autres services généraux	1 658 253	1 797 100	1 758 253	1 897 100	562 800	562 800
Opération campus	6 947 000	6 662 000	6 118 000	5 482 000	7 234 079	7 487 078

Les AE s'élèvent à 64 880 k€ au BI 2026, soit une hausse de 29 438 k€ par rapport au budget 2025 après BR2. Les CP sont en hausse de 6 792 k€ par rapport au budget 2025 après BR2.

Sur projets, les évolutions des AE et CP dépendent de l'avancement des différents projets dont les opérations patrimoniales portées par la DGD Patrimoine dans le cadre du Contrat de Plan État-Région (CPER).

Hors projets, les investissements sur fonds propres sont en diminution conformément à la trajectoire prévue dans la LOB. En effet, une cible de besoin d'investissements sur fonds propres à hauteur de 12 M€ d'ici à fin 2026 a été fixée. En tenant compte du taux d'exécution des dernières années, au budget initial 2026, le besoin de financement des investissements sur fonds propres s'élève à 13,8 M€. Au budget initial 2025, le besoin de financement des investissements était de 14,2 M€.

- **Formation :****Tableau 5a : Dépenses d'investissement de la formation en AE et CP (en €)**

	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	2 697 820	2 697 820	3 000 582	3 043 842	2 862 616	2 862 616
Projets	3 156 828	3 156 828	2 967 203	2 841 483	1 902 978	2 085 940
Total	5 854 648	5 854 648	5 967 785	5 885 325	4 765 594	4 948 556

- Hors projets : les dépenses d'investissement du secteur formation regroupent des dépenses de travaux, d'équipements mobilier et informatique des composantes de formation et de la DGD Formation. Les AE et CP augmentent respectivement de 138 k€ et 181 k€ entre le budget 2025 après BR2 et le BI 2026 du fait notamment de la hausse de la recette de taxe d'apprentissage prévue en investissement qui permet l'ouverture de dépenses complémentaires par rapport au budget 2025.
- Sur projets : Les AE et CP diminuent respectivement de 1 064 k€ et 756 k€ entre le budget 2025 après BR2 et le BI 2026. La variation des AE et CP dépend de l'avancement des projets. En 2026, les principaux projets en investissement sont portés par la DGD Formation (projets CMA) et l'UFR Faculté de Médecine (Projet «CASCOT » de création d'un centre de formation et de simulation sur l'orthopédie-traumatologie).

- **Recherche****Tableau 5b : Dépenses d'investissement de la recherche en AE et CP (en €)**

	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	1 562 951	1 562 951	1 536 766	1 580 026	1 437 093	1 171 593
Projets	7 742 166	7 931 366	5 271 166	5 271 166	8 110 405	8 117 000
Total	9 305 117	9 494 317	6 807 931	6 851 191	9 547 498	9 288 593

- Hors projets : les AE et CP diminuent respectivement de 100 k€ et 408 k€ entre le budget 2025 après BR2 et le BI 2026. Cette baisse s'explique par la diminution du montant de l'Appel à Projet (AAP) interne destiné aux équipements entre 2025 et 2026 dans l'attente de l'AAP prévu dans le cadre du contrat d'objectif, de moyens et de performance (COMP).
- Projets : les AE et CP augmentent respectivement de 2 839 k€ et 2 846 k€ entre le budget 2025 après BR2 et le BI 2026. Cette hausse s'explique par la montée en puissance des LabEx 2025 - 2032 (628 k€), le nouveau projet *France Life Imaging* (FLI, 1 M€) ainsi que la poursuite de CPER (993 k€) et PEPR (450 k€). Le BI 2026 tient compte du décalage sur 2026 de 2,5 M€ de dépenses sur projets déprogrammées au BR1.

- Vie étudiante

Tableau 5c : Dépenses d'investissement de la vie étudiante en AE et CP (en €)

	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	207 000	207 000	199 000	199 000	136 500	136 500
Projets	42 861	42 861	42 861	42 861	31 500	31 500
Total	249 861	249 861	241 861	241 861	168 000	168 000

- Hors projets : les dépenses d'investissement hors projets concernent notamment les dépenses du SUAPS (rénovation des installations sportives), de la DVE et du SSE (aménagement de l'accueil et des secrétariats médicaux). Les AE et CP sont en diminution de 63 k€ entre le budget 2025 après BR2 et le BI 2026.
- Sur projets : les montants des AE et CP diminuent légèrement entre 2025 et 2026.

- Patrimoine

Tableau 5d : Dépenses d'investissement du patrimoine en AE et CP (en €)

	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	8 596 278	7 122 363	5 426 691	5 226 271	7 672 932	7 105 944
Projets	7 771 340	11 053 433	5 903 107	7 674 756	32 084 455	10 864 444
Total	16 367 618	18 175 796	11 329 798	12 901 027	39 757 387	17 970 388

- Hors projet, le budget patrimoine correspond aux enveloppes affectées au Gros Entretien Renouvellement (GER), aux aménagements fonctionnels, aux investissements récurrents ainsi qu'à des projets financés sur fonds propres. Ce budget s'élève à 7 673 k€ en AE et 7 106 k€ en CP au BI 2026, soit une augmentation de 2 246 k€ en AE et 1 880 k€ en CP par rapport au budget 2025 après BR2. Cette augmentation s'explique principalement par le décalage sur 2026 des AE et CP relatifs à plusieurs opérations (réhabilitation des locaux de la direction exploitation maintenance (DEM) dans le bâtiment Phitem C, changement du groupe froid Nanobio...) et à une déprogrammation de crédits fin 2025 au regard de l'exécution.
- Sur projets : le budget patrimoine correspond aux enveloppes de gros travaux et opérations pluriannuelles, qui ont vocation à être couverts par des financements externes (32 084 k€ en AE et 10 864 k€ en CP). La hausse des AE s'explique en 2026 par l'intégration des AE relatives aux projets réalisés dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région (CPER XV) : travaux de rénovation du bâtiment Stendhal, travaux de réhabilitation des bâtiments Jean Roget et Briffaut. Les CP sont en augmentation de 3 190 k€ par rapport au budget 2025 après BR2. Cette hausse s'explique par le démarrage des opérations du CPER XV et le décalage sur 2026 des CP relatifs à la crèche dont l'ouverture est prévue en septembre 2026.

Pour 2026, les principaux projets d'investissements financés comprennent (montants des CP) :

- Poursuite de l'opération *Smart Campus* Humanités numériques Stendhal : 2 629 k€ ;
- Construction de la crèche : 1 988 k€ ;
- Travaux de rénovation du bâtiment Stendhal - Phase 2 / CPER XV : 1 641 k€ ;
- Réhabilitation bâtiment Jean Roget : 728 k€.

- **Systemes d'information :**

Tableau 5e : Dépenses d'investissement des systèmes d'information en AE et CP (en €)

	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	2 746 460	2 746 460	3 218 173	3 218 173	2 594 200	2 594 200
Projets	-	-	-	-	250 000	250 000
Total	2 746 460	2 746 460	3 218 173	3 218 173	2 844 200	2 844 200

Il s'agit d'investissements portés par la Direction des Systèmes d'Information Mutualisés (DSIM) à destination de l'UGA mais aussi de ses établissements-composantes. Les AE et CP sont en diminution entre 2025 et 2026. Il s'agit de dépenses de jouvence de matériel indispensable, conformément au cycle de jouvence prévu par les services. Ce renouvellement concerne notamment les infrastructures de sécurité, les réseaux et les serveurs.

- **Autres services généraux**

Tableau 5f : Dépenses d'investissement des autres services généraux en AE et CP (en €)

	BI 2025		Budget 2025 après BR2		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Hors Projets	1 367 100	1 367 100	1 367 100	1 367 100	200 000	200 000
Projets	291 153	430 000	391 153	530 000	362 800	362 800
Total	1 658 253	1 797 100	1 758 253	1 897 100	562 800	562 800

Les dépenses hors projets correspondent à une enveloppe de réserve de crédits destinée à permettre des changements de masse entre fonctionnement et investissement, hors BR. En 2025, 1 M€ de dépenses étaient également prévus dans le cadre du COMP.

Les dépenses sur projets correspondent à des dépenses sur projets transversaux (IdEx, GATES...).

- **Opération Campus**

Le budget 2026 intègre en investissement la part de redevance affectée au remboursement d'emprunts ainsi qu'une enveloppe de travaux, soit un montant total de 7 234 k€ en AE et 7 487 k€ en CP.

Le budget comprend également les crédits liés aux opérations d'aménagement et de construction. Le montant des AE et CP est en légère augmentation entre le budget initial 2026 et le budget 2025.

Le budget 2026 intègre la poursuite des opérations de parachèvement :

- Renouvellement des infrastructures du site Est : réhabilitation des chaussées, développement des infrastructures cyclables et transformation des infrastructures pour, au-delà de la préservation de l'environnement, faire face à ses transformations (changement climatique, effondrement de la biodiversité, santé publique) et développer la résilience ;
- Réhabilitation de la Halle de tennis.

Le budget 2026 intègre également des CP relatifs à la réalisation d'une œuvre d'art pour la Maison universitaire des services aux étudiants (Muse) mise en service en 2023.

3. Les emplois et la masse salariale

Les orientations politiques de la campagne d'emplois 2026 :

La construction de la campagne d'emplois 2026 de l'Université Grenoble Alpes s'est déroulée dans le cadre des orientations stratégiques de l'établissement et en continuité avec les années précédentes.

En termes d'orientation stratégique, l'UGA veut consolider sa stratégie et accélérer les dynamiques déjà en œuvre, en particulier :

1. Répondre aux défis de demain et contribuer à une société durable et résiliente ;
2. Impulser et participer pleinement aux dynamiques territoriales, nationales, européennes et internationales ;
3. Consolider sa trajectoire et affirmer son identité ;
4. Consolider l'excellence de la recherche et la valoriser au meilleur niveau international ;
5. Développer une formation initiale et continue diversifiée et une expérience étudiante inspirante grâce à l'offre de formation et en réalisant des projets contractualisés.

Le travail sur ces axes stratégiques s'inscrit dans la continuité de la trajectoire financière dont les grands principes adoptés par le CA sont les suivants :

- Ne pas supprimer de poste enseignant ou enseignant-chercheur, tout en permettant des transformations potentielles notamment pour favoriser des passages de MCF en PR ;
- Différer pendant 2 ans, l'ouverture d'un pourcentage des postes libérés tout en garantissant un remplacement par des contractuels tout au long du différé ;
- Étudier les viviers de réhausse d'emploi en PR à chaque campagne d'emplois dans la limite de 5 postes ;
- Maîtriser le recours aux contractuels BIATSS hors projets en ouvrant les nouveaux postes vacants du plafond d'emplois État en priorité au recrutement de fonctionnaires ;
- Optimiser les moyens RH BIATSS en tenant compte des leviers identifiés (amélioration et simplification des processus, numérisation et dématérialisation, évolution de l'organisation, mutualisation des ressources) ;
- Réduire le nombre de postes en surnombre et en renforts. Lorsqu'ils sont libérés, les postes BIATSS en surnombre ou obtenus en renfort sur des ressources non pérennes ne seront pas renouvelés. Ils doivent s'inscrire dans une trajectoire de gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP) de l'établissement.

Le contexte financier national contraint qui entraîne des charges supplémentaires sur les universités

Une succession de mesures votées et partiellement financées par le MESR impactent la masse salariale des universités :

- notamment les mesures « Guerini » avec le financement à 70% environ de la hausse de toutes les grilles indiciaires de + 5 points au 01/01/2024, de la hausse de +1.5% du point d'indice au 01/07/2023 et de la hausse des grilles des Cat C et B au 01/07/2023. L'impasse financière en année pleine est estimée à 2,5 M€ et impacte de manière structurelle l'établissement depuis 2025 ;
- la hausse du taux de cotisation au CAS pension dont le montant est estimé à 5,1 M€ pour 2026 et qui est annoncée avec un financement à hauteur de 40% soit une impasse de l'ordre de 3,06 M€ ;

- la protection sociale complémentaire (PSC) dont la date de mise en œuvre au 1er mai 2026 reste à confirmer et dont il est annoncé l'absence de compensation. L'estimation calculée s'élève à 1,1 M€ pour l'ouverture du budget initial (à confirmer avec les adhésions en cours) ;
- l'impact des indemnités télétravail et forfait mobilité durable qui ne sont toujours pas financées pour 650 k€ (170 k€ + 480 k€).

L'ensemble de ces mesures et l'incertitude de financement rendent les chiffrages et la maîtrise du budget de masse salariale de plus en plus complexes (l'impact est similaire sur le résultat et le fond de roulement).

1- Les emplois

1-1 Le plafond des Emplois

Tableau 1 : autorisations d'emplois (pour vote de l'organe délibérant)

Les opérateurs doivent produire, en annexe du document budgétaire initial, un tableau des emplois (Tableau 1), document obligatoire faisant apparaître les emplois sous plafond autorisés par le projet de loi de finances (PLF) 2026 et les emplois hors plafond du PLF 2026 approuvés par l'organe délibérant. Ces deux catégories d'emplois sont présentées en ETPT de manière obligatoire et éventuellement en ETP, et constituent l'autorisation d'emplois de l'opérateur sur la base de laquelle la prévision de masse salariale a été calculée.

Tableau 6 : Tableau des emplois présenté par l'Établissement à l'appui du Budget Initial de l'exercice 2026

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT			(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
Catégories d'emplois	Nature des emplois		Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global
	Permanents	Titulaires	En ETPT	En ETPT	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	1 834		1 834
		CDI	22	60	82
	Non permanents	CDD	700	513	1 213
				2 556	573
S/total EC					
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)			-		-
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	1 372		1 372
		CDI	150	250	400
	Non permanents	CDD	286	822	1 108
				1 808	1 072
S/total Biatss					
Totaux			4 364 (1)	1 645	6 009
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			4 532 (3)	Plafond 2025 : Notif Intermédiaire	Plafond global des emplois voté par le CA ** (2)

Plafond d'emplois notifié par l'État : 4532 (variation BR2 2025 : 0 ETP)

Cette notification n'intègre pas encore la mise à jour des Chaires de professeur junior (CPJ) notifiées en cours d'année pour 2025 (impact en année pleine sur 2026). Le périmètre reste inchangé sur les hypothèses du budget 2026.

Plafond d'emplois État voté par l'UGA : 4364 (variation BR2 2025 : + 9 ETPT) :

Le plafond d'emplois est relativement stable dans sa globalité. L'augmentation de 9 ETPT concerne les BIATSS pour couvrir la hausse constatée courant 2025 grâce à une meilleure occupation des postes (cf. évolution de la consommation en ETPT). Cette hausse est atténuée par l'hypothèse de la suppression de 22 postes en cours d'année (11 ETP), conformément à la trajectoire financière votée par le CA en 2021 et l'empreinte sur les services support du transfert d'IAE et Polytech. Les modifications portent davantage sur la structuration du plafond des emplois BIATSS avec plus de contractuels (CDD et CDI) et moins de titulaires. Cette tendance reflète la réalité du recrutement malgré la publication de tous les postes permanents en priorité pour des titulaires.

Plafond d'emplois Ressources Propres : 1645 (variation BR2 2025 : + 62 ETP)

Le plafond d'emplois intègre l'impact des nouveaux projets pédagogiques ou de recherche et l'expansion de ceux déjà en cours. Cette projection intègre des hypothèses de recrutement en année pleine qui seront revues au budget rectificatif au vu de la date effective des recrutements.

Ce plafond intègre comme chaque année une marge par rapport à l'exécution prévisionnelle afin de couvrir les variations éventuelles sur la structuration des emplois.

1-2 L'évolution de la consommation en ETPT depuis 2020 pour l'UGA :

Tableau 7 : Évolution de la consommation en ETPT depuis 2020

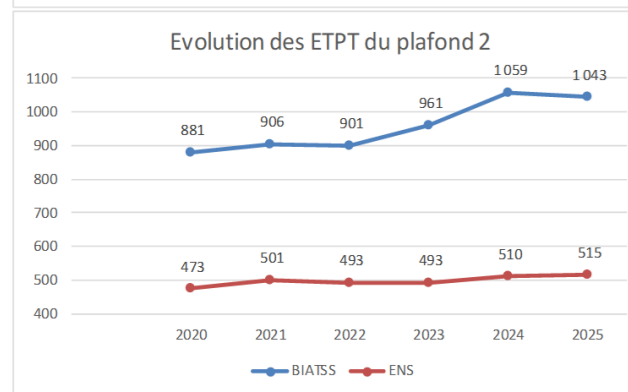
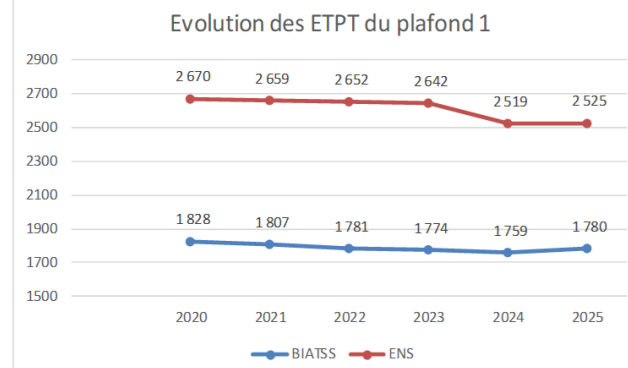
Evolution de la consommation des ETPT entre 2015 et 2025 - A Fin Décembre

Postes Etat		2020	2021	2022	2023	2024	2025
BIATSS	tit.	1623	1596	1527	1468	1395	1370
	CDI	39	44	55	81	105	131
	CDD	165	168	199	225	258	279
BIATSS		1828	1807	1781	1774	1759	1780
ENS / EC	tit.	2035	2015	1987	1948	1802	1803
	CDI	9	10	13	19	20	20
	CDD	625	634	652	675	697	702
ENS		2670	2659	2652	2642	2519	2525
Total		4497	4466	4433	4417	4278	4305

Postes Ressources Propres		2020	2021	2022	2023	2024	2025
BIATSS	CDI	123	148	192	232	232	242
	CDD	758	757	710	730	827	801
BIATSS		881	906	901	961	1059	1043
ENS / EC	CDI	30	31	34	42	46	54
	CDD	443	470	459	451	463	460
ENS		473	501	493	493	510	515
Total		1355	1407	1395	1454	1569	1558

Total	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	5852	5872	5827	5871	5847	5863

Transfert IAE / POLYTECH



Le comparatif annuel est affiché à partir de 2020, année d'intégration de la COMUE à l'UGA afin de comparer des années au périmètre équivalent jusqu'au transfert des personnels des écoles IAE et POLYTECH à Grenoble INP - UGA au 01/01/2024. Cependant, il convient de rappeler le contexte exceptionnel des années 2020 et 2021 avec la crise sanitaire du Covid-19 qui a fortement marqué la consommation des ETPT à la baisse notamment sur les BIATSS.

En effet, les recrutements se sont interrompus pendant le confinement « total » puis les délais de recrutement se sont ensuite accrus faute de candidats. Enfin, cette période a été marquée par une forte baisse des mobilités qui ont repris de manière plus importante en 2022 et 2023.

Sur les postes État

Pour les BIATSS, il est constaté :

- entre 2021 et 2022 : une baisse du nombre de titulaires couplée à un transfert entre titulaires et contractuels du fait de l'impact de la trajectoire financière (remplacement de titulaires par des CDD) et de la crise sanitaire du Covid-19 ;
- en 2023 : une nouvelle baisse du nombre de titulaires imputable au manque d'attractivité et aux difficultés de recrutement induites (l'ensemble des postes définitivement vacants ont été proposés à la mobilité interne et externe pour le recrutement de titulaires en priorité) ;
- en 2024 : une hausse de la consommation sur les BIATSS de 23 ETPT après neutralisation des transferts à Grenoble INP - UGA (- 36 ETP transférés pour une baisse constatée de 13). Cette hausse traduit l'effet favorable de la politique RH de l'établissement sur la réévaluation de l'Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et des grilles des titulaires et contractuels au 01/01/2024. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2024 le régime indemnitaire des contractuels est aligné sur celui des titulaires et toutes les grilles ont été augmentées de 5 points.
- en 2025 : une nouvelle hausse de 21 ETPT confirme la tendance constatée en 2024 d'une meilleure saturation des postes grâce à moins de départs au fil de l'eau et à une meilleure attractivité notamment pour les contractuels. Les délais de recrutement sont moins longs et les postes restent donc moins longtemps vacants.
- Enfin, il convient de noter que les évolutions du règlement de gestion visant à sécuriser le parcours professionnel des contractuels (rémunération, reclassement à l'embauche, passage en CDI à partir de 4 ans) ont un impact sur l'évolution du nombre de CDI de l'établissement et diminuent l'attractivité des concours.

Pour les enseignants-chercheurs et les enseignants (ENS), il convient de noter :

- entre 2021 et 2023 : un transfert de titulaires à contractuels suite à l'application du différé de recrutement de 2 ans couplé à une sous-occupation des postes suite à des recrutements infructueux sur des disciplines en tension ;
- en 2024 : la baisse sur les titulaires est imputable en grande majorité au transfert des ETPT à Grenoble INP - UGA pour 135 ETP. Les 7 autres ETPT d'écart sont induits par des concours ou recrutements infructueux ;
- en 2025 : la consommation apparaît en légère hausse sur les titulaires (tendance qui se confirmera en 2026) et sur les contractuels +6 ETP grâce à une meilleure saturation des postes notamment ceux des IUT laissés temporairement vacants le temps de la réforme du BUT.

Enfin, la LPR a permis la création de nouveaux contrats doctoraux à partir de la rentrée 2022 : 11 nouveaux en octobre 2022, 8 en octobre 2023 et 10 en octobre 2024 ainsi que la mise en place de CPJ au nombre de 5 en 2023, 5 en 2024 et 5 en 2025.

Sur les postes financés par des recettes propres :

Le suivi des ETPT permet de mesurer :

- la hausse jusqu'en 2024 des CDD ENS, doctorants et BIATSS sur ressources propres notamment sur les projets IdEX, IDÉES, MIAI, et sur les enveloppes fléchées par le ministère telles que la loi orientation et réussite des étudiants (ORE), les crédits de la réforme de Santé ou la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) et une inflexion à partir de 2025 avec la baisse du nombre de contrat BIATSS sur projets ;
- le nombre de CDI est en constante augmentation suite à la mise en place du règlement de gestion et à la possibilité de CDIser à partir de 4 ans les contractuels financés sur ressources pérennes.

2- La masse salariale

L'enveloppe de 452 163 654 € inscrite en masse salariale en lien avec des dépenses de personnel est obligatoirement identique en AE et CP (à l'exception des conventions), elle représente près de 69,7% des dépenses totales de crédits de paiement contre 69,5% au BI 2025. Cette enveloppe des dépenses de personnel constitue le plafond de masse salariale de l'UGA.

La comparaison entre 2025 et 2026 est réalisée entre le BR2 2025 et le BI 2026 afin de tenir compte des ajustements réalisés en BR. En effet, dans le contexte budgétaire national contraint, un travail important a été conduit dès le budget initial 2026 pour prévoir le budget au plus juste et éviter des déprogrammations en cours d'année 2026 (souvent dues à des projections trop optimistes sur les délais et le nombre de recrutements). Ainsi le budget initial 2026 intègre des hypothèses plus fines sur la consommation future des postes et les mesures compensées courant 2025 par le MESR.

Tableau 8 : Évolution des dépenses de masse salariale entre 2025 et 2026 (en €)

Dépenses	BI 2025	BR2 2025 et virements	BI 2026	Comparaison BP2026 / BR2 2025
UB Masse Salariale	399 543 781 €	401 512 366 €	413 764 325 €	12 251 958 €
600P1 Masse Salariale Plafond 1 (postes Etat délégués)	334 337 717 €	338 452 047 €	346 724 705 €	8 272 658 €
BIAT titulaires	90 272 747 €	90 235 856 €	91 035 477 €	799 621 €
BIAT non titulaires (postes vacants)	16 605 651 €	17 568 930 €	17 846 597 €	277 667 €
EC titulaires (PR, MCF)	140 674 645 €	142 674 000 €	147 017 810 €	4 343 810 €
CNAP	4 765 918 €	4 765 918 €	4 545 733 €	- 220 185 €
HU	20 416 283 €	20 894 688 €	21 660 021 €	765 334 €
EC non titulaires (ATER, Associés)	8 231 582 €	9 304 702 €	10 182 404 €	877 701 €
ENS titulaires (PRAG, PRCE, PLP...)	36 023 345 €	36 123 345 €	37 610 060 €	1 486 715 €
ENS non titulaires (Lecteur, CDD LRU, Contr 2nd degré)	4 618 231 €	4 618 231 €	3 430 028 €	- 1 188 203 €
Doctorants (y/c missions d'Ens) et POST DOC DGF	12 729 315 €	12 266 378 €	13 396 575 €	1 130 196 €
600P2HP Masse Salariale Plafond 2 et Hors Plafond	55 810 252 €	53 899 683 €	57 961 314 €	4 061 631 €
CDD, CDI, Apprentis et CAE BIAT	29 641 605 €	27 387 204 €	32 744 858 €	5 357 654 €
Vacations accessoires et administratives/ HS	1 595 046 €	1 644 154 €	1 654 725 €	10 571 €
Contrats étudiants	1 742 328 €	1 990 617 €	1 769 013 €	- 221 604 €
CDD/CDI ENS LRU Ressources propres	4 685 828 €	4 672 318 €	4 523 146 €	- 149 172 €
Heures Complémentaires/Vacations ens/ Resp Pédagogiques/Décharges	14 286 371 €	14 342 566 €	13 895 005 €	- 447 561 €
PCA et RIPEC C2	3 859 074 €	3 862 824 €	3 374 567 €	- 488 257 €
600PS Masse Salariale Prestations sociales	1 723 000 €	1 843 000 €	1 740 560 €	- 102 440 €
600SR Masse Salariale "Salaires reproductibles"	6 889 025 €	6 563 849 €	6 670 579 €	106 730 €
600DIV Masse Salariale "Divers" - Indem éloignement, RAFP etc...	115 000 €	115 000 €	115 000 €	- €
SACD - Opération Campus	668 787 €	638 787 €	552 167 €	- 86 620 €
UB Recherche	38 701 974 €	35 322 925 €	38 801 045 €	3 478 120 €
				- €
UB Masse Salariale + Recherche	438 245 755 €	436 835 291 €	452 565 370 €	15 730 078 €
				- €
UB Masse Salariale + Recherche Hors Fonctionnement	437 831 555 €	436 431 093 €	452 163 654 €	15 732 561 €

2-1 Les principaux éléments de contexte :

Contexte national :

Comme il a déjà été évoqué, la construction du budget initial 2026 est marquée par un contexte national incertain, dont l'absence de pré-notification du MESRE. De nombreux points sont encore en cours d'arbitrage au PLF 2026 et les options suivantes sont proposées :

- Une hausse de la cotisation retraite au CAS pension de 4 points. Une estimation a été réalisée en dépenses à hauteur de 5,1 M€ avec une hypothèse de 40% de recette uniquement (soit un impact sur le résultat de 3,06 M€).
- La mise en œuvre de la Protection Sociale Complémentaire (PSC) au 01/05/2026, avec des hypothèses sur le nombre d'adhérents et sur les options souscrites, chiffrée à 1,1 M€ sans recette en face (soit un impact équivalent sur le résultat).
- La notification intermédiaire de SCSP de 2025 a été reconduite sans augmentation. Pour mémoire la non compensation d'une partie des mesures « Guerini » entraîne un impact sur le résultat de 2,5 M€ depuis 2024.
- Les enveloppes fléchées (loi ORE, Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE), réforme de la santé et LPR) ont été reconduites à l'identique. Une enveloppe LPR supplémentaire a cependant été anticipée pour couvrir la hausse réglementaire prévue sur les salaires des doctorants du plafond 1. Le texte intégrait dès le départ une hausse au 01/01/2026. Aucune autre mesure LPR n'a été anticipée (hausse du RIPEC C1 ou des CPJ).
- En ce qui concerne les crédits du COMP, 7 recrutements ont été anticipés au budget initial en dépenses et en recettes car déjà initiés au moment des annonces du MESR. L'ouverture sera ajustée au budget rectificatif.

Contexte UGA :

L'année 2025 a été marquée par une relative stabilité : le régime indemnitaire des personnels et les grilles salariales n'ont pas été revus. Seules les primes versées aux enseignants-chercheurs et du 2nd degré (RIPEC C1) ont été revues à la hausse grâce aux crédits LPR fléchés. Par conséquent la prime exceptionnelle versée au personnels ESAS a été diminuée du même montant.

2-2 L'évolution des dépenses de Masse salariale entre le BR2 de 2025 et le BI 2026 de l'UGA :

Synthèse par unité budgétaire et plafond d'emplois

UB Masse Salariale : +12,2 M€

2-2-a Plafond 1 : Le plafond 1 financé en quasi-totalité par l'État augmente de **8,2 M€**.

Cette hausse s'explique par les principaux éléments détaillés ci-dessous :

- L'impact de la hausse de cotisation retraite pour **+5,1 M€** ;
- La mise en œuvre de la Protection Sociale Complémentaire pour **+1,1 M€** ;

- L'impact des mesures LPR dont la hausse du salaire des doctorants pour **+590 k€** ;
- Le GVT prévisionnel entre 2024 et 2025 chiffré à **+600 k€** ;
- L'impact en année pleine du solde des entrées/sorties de 2025 et l'impact des entrées et sorties de 2026 pour le reste : **+1,4 M€** ;
- L'impact de la suppression de 22 postes en cours d'année (11 ETP) : **-600 k€**.

2-2-b Plafond 2 : Le plafond 2 augmente de **+4 M€** tout financement confondu.

Afin de mieux analyser l'augmentation par type de financement, un tableau complémentaire est proposé pour identifier les types de dépenses et les imputations prévisionnelles (dotation, projets ou recettes propres) ainsi qu'une comparaison avec le BR2 de 2025.

Tableau 9 : Détail du plafond 2 par financement (en €)

P2 PAR FINANCEMENT (Dépenses)

600P 2HP Masse Salariale Plafond 2 et Hors Plafond	Dotation	eOTP de GESTION (SCSP fléchée)	Loi ORE	IDEX / IDEES	eOTPs	Ressources Propres	Totaux dépenses BI 2026
CDD, CDI, Apprentis et CAE BIATSS	8 814 737 €	1 900 216 €	625 494 €	2 956 377 €	9 119 594 €	8 008 440 €	31 424 858 €
CDD BIAT enveloppe remplacement	920 000 €						920 000 €
CDD BIAT enveloppe renfort (notamment scolarité)	400 000 €						400 000 €
Vacations accessoires et administratives/ HS	179 156 €	- €	- €	8 800 €	194 348 €	1 272 421 €	1 654 725 €
Contrats étudiants	1 121 271 €	- €	257 898 €	1 000 €	300 053 €	88 791 €	1 769 013 €
CDD/CDI ENS LRU Ressources propres	358 984 €	112 913 €	1 172 507 €	172 857 €	695 378 €	2 010 507 €	4 523 146 €
Heures Complémentaires/Vacations ens/ Resp Pédagogiques	4 361 963 €	20 000 €	401 295 €	120 261 €	490 825 €	7 452 541 €	12 846 885 €
PCA	300 300 €	- €	- €	60 000 €	- €	17 200 €	377 500 €
PEDR y/c IUF	2 997 067 €						2 997 067 €
Compensation décharges centre (Référentiel + autres)	1 048 120 €						1 048 120 €
Totaux dépenses BI 2026	20 501 598 €	2 033 129 €	2 457 194 €	3 319 295 €	10 800 198 €	18 849 900 €	57 961 314 €
Totaux dépenses BR2 2025	20 960 249 €	1 560 637 €	2 339 831 €	3 362 376 €	6 709 540 €	18 967 049 €	53 899 683 €
Ecart BI2025 / BR2 2025	- 458 651 €	472 492 €	117 363 € -	43 081 €	4 090 658 € -	117 149 €	4 061 631 €

L'augmentation des dépenses de +4 M€ résulte du cumul des principaux éléments suivants :

Sur la dotation de l'établissement (hors eOTP de gestion) : - 458 k€

Tableau 10 : Variation de la masse salariale P2 entre 2025 et 2026

600P2HP Masse Salariale Plafond 2 et Hors Plafond	Dépenses sur dotation BR2 2025	Dépenses sur dotation BI 2026		
CDD, CDI, Apprentis et CAE BIATSS	8 101 622 €	8 814 737 €	↑	713 115 €
CDD BIAT enveloppe remplacement	915 000 €	920 000 €	→	5 000 €
CDD BIAT/ENS enveloppe renfort (notamment scolarité)	701 266 €	400 000 €	↓-	301 266 €
Vacations accessoires et administratives/ HS	263 059 €	179 156 €	→-	83 903 € SAH à venir en BR
Contrats étudiants	1 423 450 €	1 121 271 €	↓-	302 179 € SAH à venir en BR
CDD/CDI ENS LRU Ressources propres	346 897 €	358 984 €	→	12 087 €
Heures Complémentaires/Vacations ens/ Décharges	5 385 620 €	5 410 083 €	→	24 463 €
PCA	310 800 €	300 300 €	→-	10 500 €
RIPEC C3	3 512 535 €	2 997 067 €	↓-	515 468 €
Totaux dépenses	20 960 249 €	20 501 598 €	↓-	458 651 €

- Une hausse des contractuels BIATSS de **+770 k€** du fait de la prise en charge du GVT et de la mise en œuvre de la protection sociale complémentaire ;
- Une baisse importante de l'enveloppe renfort de **300 k€** supplémentaires (500 k€ diminués sur 2025 également) ;
- Une baisse de **385 k€** sur les emplois étudiants et les vacances qui s'explique par la non inscription au budget initial des contrats prévus au Service Accueil Handicap (SAH) pour -305 k€ et par la baisse de 75 k€ de l'enveloppe destinée aux emplois étudiants (en adéquation avec l'exécution des années antérieures). Pour le SAH, les crédits seront inscrits en BR à hauteur des crédits fléchés par le MESR ;
- Une baisse sur le RIPEC C3 anticipée depuis plusieurs années grâce à la sortie simultanée des derniers bénéficiaires PEDR et des premiers bénéficiaires RIPEC C3 (calendrier non synchronisé). La cible de 50% de bénéficiaires fixée par l'UGA sera atteinte en 2026.

Sur SCSP fléchée : +472 k€

- Cette hausse correspond principalement à l'intégration de 7 premiers recrutements accordés dans le cadre du COMP 2025 - 2027. Ces crédits seront complétés en budget rectificatif lors de la confirmation de la notification.

Sur projets fléchés : +4 M€

- Les autres augmentations concernent principalement les financements sur projets dont les projets IdEx et IDÉES imputés sur UB masse salariale et tous les autres projets hors recherche essentiellement portés par la DGD Formation, les composantes académiques sans personnalité morale (CSPM) et quelques composantes.

La hausse s'explique pour 2 raisons, à savoir à hauteur de +275 k€ au titre de l'évolution des salaires et 2 M € au titre de la prévision d'augmentation du nombre de recrutements sur projets.

Les autres financements ne sont pas analysés car globalement stables.

2-2-c Prestations sociales et salaires refacturés : le budget a été reconduit à hauteur du BI2025. Il a été abondé courant 2025 pour le paiement de capitaux décès (nombre exceptionnel en 2025). Le reste des dépenses est globalement stable d'une année sur l'autre.

UB Recherche : + 3,4 M€

L'ouverture des crédits sur l'UB recherche augmente de **+3,4 M€** pour les raisons suivantes :

L'augmentation en masse salariale s'explique par la prise en charge en année pleine de plusieurs recrutements à venir sur des grands projets au sein de la Direction de la Recherche. On peut citer les projets Cluster MIAI, *Grenoble ATtractiveness and Excellences* (GATES), de la phase 2 de l'IdEx ou encore les Programmes et équipements prioritaires de recherche (PEPR) qui vont être accompagnés de nombreux recrutements de doctorants, mais également de chercheurs et de post-doctorants.

Un travail important a été réalisé depuis 2 ans pour fiabiliser et affiner le suivi des crédits sur eOTP. Le budget initial reste néanmoins au-dessus de l'exécution constatée chaque année du fait de l'ouverture sur 12 mois de recrutements lancés en fin d'année et dont les délais de recrutement sont variables.

2-3 Synthèse de l'impact de l'évolution de la MS entre le BR2 2025 et BI 2026 sur le résultat de l'UGA au BI 2026 :

La hausse des dépenses impacte différemment le résultat de l'établissement selon que les mesures soient financées ou non par des recettes (SCSP, projets ou recettes propres). Il est proposé ci-dessous un récapitulatif des éléments qui impactent le résultat de l'établissement :

Signe (-) = impacte à la baisse le résultat / Signe (+) = impacte à la hausse le résultat

Sur le plafond 1 : -6,1 M€ (impact négatif sur le résultat)

Les principales mesures :

- Intégration de la hausse de +4 points du CAS pension (sans SCSP) : -3.06 M€ ;
- Intégration de la protection sociale complémentaire : -1.1 M€ ;
- Intégration d'un GVT de -600 k€ ;
- Intégration du poids des entrées et sorties de 2025 en année pleine et 2026 en cours d'année et des hypothèses présentées sur les postes : - 1,4 M€ et du gel de 22 postes pour +600 k€ (conformément à la trajectoire financière votée par le CA en 2021 et l'empreinte sur les services support du transfert d'IAE et Polytech) ;

Sur le plafond 2 : +267 k€ (impact positif sur le résultat)

- Gain sur les enveloppes renforts et remplacements : +300 k€, les emplois étudiants +75 k€ et le retour progressif à l'équilibre du CUEF (amélioration du résultat de 356 k€ globalement),
- Intégration du GVT et de la prise en charge de la PSC pour les contractuels pour -700 k€.

Globalement les augmentations non financées sur la masse salariale impactent le résultat de l'UGA à hauteur de 4,1 M€ sur le plafond 1 en 2026. Ce montant viendra aggraver l'impact sur le fonds de roulement de l'UGA qui se montait déjà à 15 M€ entre 2020 et 2025.

4. Le solde budgétaire

Par le vote des autorisations budgétaires, l'organe délibérant fixe la limite supérieure des emplois de l'organisme et des dépenses pouvant être engagées juridiquement (autorisations d'engagement) et payées (crédits de paiement) sur l'exercice. Il se prononce également sur les prévisions de recettes et sur le solde budgétaire, représentant la différence entre les prévisions de recettes et les crédits de paiement de l'exercice.

Tableau 11 : Autorisations budgétaires

DEPENSES											RECETTES					
	AE					CP					RE					
	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026	
Personnel	423 601 799	437 696 555	436 431 093	452 163 654	15 732 561	423 611 503	437 696 555	436 431 093	452 163 654	15 732 561	501 918 107	484 191 675	499 057 144	484 758 925	- 14 298 219	Recettes globalisées
dont contributions employeur CAS Pension	103 723 478	110 590 358	109 370 358	115 000 000	5 629 642	103 723 478	110 590 358	109 370 358	115 000 000	5 629 642	386 008 403	387 564 516	394 776 874	395 496 532	7 19 658	Subvention pour charges de service public
											8 261 804	2 777 104	7 509 002	1 280 492	- 6 228 510	Autres financements de l'Etat
											3 525 672	3 000 728	3 475 816	3 019 022	- 456 794	Fiscalité affectée
Fonctionnement	98 833 140	150 859 891	153 965 522	153 080 368	- 885 154	99 921 153	147 109 529	152 590 478	152 899 049	308 571	36 426 627	28 355 445	24 206 493	23 769 941	- 436 553	Autres financements publics
											67 695 602	62 493 882	69 088 959	61 192 938	- 7 896 021	Recettes propres
											63 643 730	117 940 487	140 941 419	159 043 423	18 102 004	Recettes fléchées*
											2 056 445	17 215 605	30 061 026	19 994 470	- 10 066 556	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	33 725 521	43 128 957	35 441 802	64 879 558	29 437 756	44 970 964	44 980 182	36 476 678	43 269 615	6 792 937	60 421 446	100 070 582	94 426 093	138 941 132	44 515 039	Autres financements publics fléchés
											1 165 838	654 300	16 454 300	107 821	- 16 346 479	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	556 160 460	631 685 403	625 838 417	670 123 580	44 285 163	568 503 620	629 786 266	625 498 249	648 332 319	22 834 070	565 561 837	602 132 162	639 998 563	643 802 349	3 803 786	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)						-	-	14 500 314	-	-	2 941 783	27 654 104	-	4 529 970	19 030 284	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

Ce solde de - 4 530 k€ résulte en premier lieu du résultat déficitaire, des besoins de financement des investissements (*cf. infra*) ainsi que des décalages entre les encaissements et les décaissements sur les divers contrats et projets.

3. ELEMENTS D'APPRECIATION DE LA SOUTENABILITE BUDGETAIRE

Le décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) apporte une nouvelle appréciation de la soutenabilité budgétaire d'un établissement en combinant des indicateurs liés au compte de résultat mais aussi à la trésorerie.

1. La trésorerie et le tableau d'équilibre budgétaire

Le tableau 12 présentant l'équilibre budgétaire permet de déterminer la variation de trésorerie sur l'exercice qui résulte, d'une part, du solde budgétaire découlant des autorisations budgétaires et, d'autre part, des opérations de trésorerie qui ne sont pas des opérations budgétaires mais affectent la trésorerie.

Tableau 12 : Tableau d'équilibre budgétaire (en €)

BESOINS						FINANCEMENTS					
	Compte Financier 2024	Budget initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026	Compte Financier 2024	Budget initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026	
Solde budgétaire (déficit) (D1)*	2 941 783	27 654 104	-	4 529 970	19 030 284	-	-	14 500 314	-	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	1 869	-	957	-	957	-	-	-	-	-	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	19 461 020	12 163 531	11 816 252	15 638 635	3 822 383	18 655 575	11 969 309	12 891 270	15 773 422	2 882 152	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)	17 767 617	9 230 650	8 111 455	6 976 718	1 134 737	34 388 756	3 024 784	2 573 039	2 739 553	1 86 514	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	40 172 289	49 048 285	19 928 664	27 145 323	21 716 973	53 044 331	14 994 093	29 964 623	18 532 975	3 068 666	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	12 872 042	-	10 036 868	-	-	-	34 064 182	-	8 812 348	1 884 8 307	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
Sort Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	-	-	16 962 628	33 599 979	16 597 351	6 873 098	15 149 691	-	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
Sort Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	19 745 140	-	-	-	-	-	18 904 501	6 926 669	42 172 327	3 524 5 658	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	53 044 331	49 048 285	29 984 823	27 145 323	21 716 973	53 044 331	49 048 285	29 984 823	27 145 323	21 716 973	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)
(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"											
(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"											
(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"											

Dans le tableau 12, le prélèvement sur la trésorerie au BI 2026 est de 8 612 k€.

Ce prélèvement s'explique par les éléments suivants :

- Le solde budgétaire : - 4 530 k€,
- Le solde lié aux opérations gérées en compte de tiers : - 4 082 k€. Ces opérations comprennent d'une part les écritures de TVA encaissées et décaissées sur l'exercice et, d'autre part les dispositifs d'intervention gérés en compte de tiers (versement de fonds aux partenaires dans le cadre de contrats de recherche, gestion des bourses Erasmus pour l'essentiel).

Le niveau de trésorerie projeté au BI 2026 est calculé en repartant de la dernière prévision de trésorerie connue, soit celle du BR 2 de 2025.

La trésorerie est projetée au niveau de 140 106 k€, soit 83,4 jours.

2. Le compte de résultat

L'équilibre du budget s'apprécie à travers le compte de résultat qui répond à une logique de droits constatés. Le passage du solde budgétaire au résultat en droits constatés consiste ainsi principalement :

- à prendre en compte les opérations de provisions et d'amortissement ;
- à neutraliser les décalages de dépenses et recettes relatives à des projets ou contrats par l'application de la comptabilisation à l'avancement.

De plus, certaines dépenses enregistrées en masse salariale en comptabilité budgétaire, telles que les impôts et les taxes, basculent en charges de fonctionnement en comptabilité générale).

Un budget est considéré en équilibre quand sa section de fonctionnement est en équilibre, c'est-à-dire quand les produits permettent de couvrir les charges globales de l'établissement y compris les charges calculées telles que les amortissements.

Dans le tableau 13 présentant le compte de résultat 2026, le total des charges s'élève à 636 642 k€, en hausse de 20 100 k€ par rapport au BI 2025, et le total des produits totalise 626 049 k€, en hausse de 15 896 k€ par rapport au BI 2025.

Le déficit s'élève donc en 2026 à 10 594 k€, contre 6 390 k€ au BI 2025, soit une dégradation de 4 203 k€. Toutefois, afin de comparer les résultats entre les BI 2025 et 2026 sur des périmètres similaires, il convient de retraiter les résultats 2025 et 2026 comme suit :

Résultat	BI 2025 = - 6,4 M€	BI 2026 = - 10,6 M€
Hors projets	- 9,5 M€	-10,6 M€
Hors hausse CAS et PSC	-5,4 M€	-6,4 M€
Hors COMP	-7,4 M€	-6,4 M€

Sans la prise en compte de la hausse du CAS Pension, hors projets et hors COMP, le résultat s'améliore de près de 1 M€ entre le BI 25 et le BI 26.

Le résultat reste toutefois négatif principalement du fait du besoin de financement sur la masse salariale qui augmente principalement à cause des mesures non compensées totalement par l'État.

L'objectif fixé dans la LOB d'une économie globale (dépenses et recettes confondues) de 1,4 M€ au BI 2026 est atteint :

- les charges de fonctionnement (hors amortissement, hors COMP et hors projets) diminuent de près de 2 M € sous l'effet de l'économie cible de 2% et de la participation des laboratoires de recherche à l'économie (dont une mesure pourrait être la hausse des frais d'infrastructure des laboratoires de recherche)
- les produits de fonctionnement, hors neutralisation des amortissement, hors COMP et hors projets, diminuent d'environ 0,5 M€

Les charges de personnel progressent de 9 M€ (hors hausse CAS pension et PSC) et la SCSP augmente de 8,6 M€.

L'ensemble de ces variations conduit à une hausse du résultat, après retraitements liés au COMP et au CAS pension et PSC, de l'ordre de 1 M€.

Tableau 13 : Compte de résultat (en €)

CHARGES	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	PRODUITS	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026
Personnel	431 935 596	430 688 134	446 250 654	Subventions de l'Etat	400 063 519	409 777 002	405 204 412
<i>dont contributions employeur CAS Pension</i>	<i>110 590 358</i>	<i>109 370 358</i>	<i>115 000 000</i>	Fiscalité affectée	3 003 416	3 478 504	3 019 022
Fonctionnement autre que les charges de personnel	184 607 125	188 394 560	190 391 767	Autres subventions	121 707 278	111 235 283	134 675 893
				Autres produits	85 378 163	94 647 323	83 149 505
TOTAL DES CHARGES (1)	616 542 721	619 082 694	636 642 422	TOTAL DES PRODUITS (2)	610 152 376	619 138 112	626 048 832
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	55 418	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	6 390 345	-	10 593 589
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	616 542 721	619 138 112	636 642 422	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	616 542 721	619 138 112	636 642 422

Tableau 13 bis : Détail des produits et charges sur projets et hors projets (en €)

	BI 2025	2025 après BR2	BI 2026
Hors projets			
Fonctionnement	93 138 068	98 226 998	89 836 943
Personnel	385 309 379	387 479 819	396 751 163
<i>Charges de fonctionnement</i>	<i>478 447 447</i>	<i>485 706 818</i>	<i>486 588 106</i>
Recettes Fonctionnement	468 960 828	482 664 532	475 994 517
Projets			
Fonctionnement	91 469 058	90 167 562	100 554 824
Personnel	46 626 217	43 208 315	49 499 491
<i>Charges de fonctionnement</i>	<i>138 095 275</i>	<i>133 375 877</i>	<i>150 054 315</i>
Recettes Fonctionnement	141 191 546	136 473 578	150 054 315
Total charges de fonctionnement	616 542 721	619 082 694	636 642 422
Total produits de fonctionnement	610 152 374	619 138 110	626 048 832

Les charges de fonctionnement**Tableau 13 bis a Évolution des charges de fonctionnement sur projets et hors projets (en €)**

	BI 2025	2025 après BR2	BI 2026
Hors projets	93 138 068	98 226 998	89 836 943
Projets	91 469 058	90 167 562	100 554 824
Total Fonctionnement	184 607 125	188 394 560	190 391 767

Les charges augmentent de 2 M€ entre le budget 2025 après BR et le BI 2026 mais cette hausse ne porte que sur les crédits projets.

Les explications de ces évolutions rejoignent les analyses décrites dans le paragraphe relatif aux évolutions en comptabilité budgétaire :

- Sur projets : crédits relatifs à la formation et à la recherche en hausse ;
- Hors projets : efforts pour contenir les charges, ajustement des structures à des baisses de produits et intégration au budget 2025 de charges exceptionnelles non reconduites en 2026 (versements à Grenoble INP - UGA de charges dans le cadre du transfert IAE et Polytech).

La dotation nette aux amortissements reste stable, à hauteur 8,8 M€ (cf. infra, calcul de la capacité d'autofinancement). Il convient de souligner le travail en cours visant à contrôler les financements rattachés aux immobilisations, de manière à limiter le coût de leur amortissement en réduisant les charges d'amortissement des biens à hauteur des recettes finançant ces biens. Un travail est également à l'œuvre afin de mettre en service des immobilisations anciennes ; il pourra avoir un impact sur les dotations aux amortissements selon le mode de financement de l'immobilisation (projets ou fonds propres).

Les charges de personnel

Tableau 13 bis b Évolution des charges de masse salariale sur projets et hors projets (en €)

	BI 2025	2025 après BR2	BI 2026
Hors projets	385 309 379	387 479 819	396 751 163
Projets	46 626 217	43 208 315	49 499 491
Total Personnel	431 935 596	430 688 134	446 250 654

Les charges de personnel sont en hausse de 15 563 k€ par rapport au BR2 2025.

Il existe peu d'écart entre la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale concernant les chiffres de masse salariale, hormis le retraitement des charges correspondant au poste impôts et taxes (versement transport...).

Les hausses portent à la fois sur les enveloppes hors projets et projets, on y retrouve l'impact de la hausse de la cotisation du CAS Pension et de la PSC (cf. supra).

Les produits de fonctionnement

Tableau 13 bis c Évolution des produits de fonctionnement sur projets et hors projets (en €)

	BI 2025	2025 après BR2	BI 2026
Hors projets	468 960 828	482 664 532	475 994 517
Projets	141 191 546	136 473 578	150 054 315
Total Produits de fonctionnement	610 152 374	619 138 110	626 048 832

Les produits de fonctionnement sont en hausse de 15 896 k€ par rapport au BI 25, et de 6 911 k€ par rapport au BR2 2025. Ces importantes variations portent principalement sur les projets de formation, comme évoqué en première partie. Elles intègrent également l'augmentation de la SCSP au titre de la compensation à hauteur de 40% de la hausse du CAS pension de 4 points en 2026.

La présentation des données agrégées en comptabilité générale par secteurs d'intervention se présente comme suit :

Tableau 14 : Présentation consolidée par secteurs d'activités (en M€)

<i>Données en M€</i>	Formation	Vie étudiante	Recherche	Patrimoine	Opération Plan Campus	Systèmes d'information	Autres services généraux	MAD Sortantes (Dont IAE et POLYTECH)	Total BI 2026
Dépenses MS	214,3	5,4	174,8	8,5	0,6	10,7	25,8	6,2	446,3
Dépenses Fonctionnement	51,2	3,3	49,2	17,0	8,5	3,8	25,8	0,1	158,8
Amortissement	2,9	0,1	5,8	12,6	4,8	2,3	3,0		31,6
Total Dépenses	268,5	8,7	229,8	38,2	13,9	16,8	54,5	6,3	636,6
Recettes propres	76,7	4,8	79,7	4,5	9,0	2,0	24,8		201,5
Neutralisation amort	1,3	0,0	4,0	10,0	4,8	0,0	2,6		22,8
Total Recettes propres	78,0	4,9	83,6	14,5	13,9	2,0	27,4	6,3	224,3
Besoin par activité	190,4	3,8	146,1	23,7	0,0	14,9	27,1	0,0	406,1
SCSP									395,5
Résultat									-10,6

Tableau 15 : Compte de résultat de l'Opération Plan Campus (en €)

CHARGES	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	PRODUITS	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026
Personnel	668 787	638 787	552 167	Subventions de l'Etat	10 649 659	8 274 659	8 241 400
dont contributions employeur CAS Pension	-	-	-	Fiscalité affectée	-	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel	15 519 477	13 174 477	13 313 144	Autres subventions	-	-	-
				Autres produits	5 538 605	5 538 605	5 623 911
TOTAL DES CHARGES (1)	16 188 264	13 813 264	13 865 311	TOTAL DES PRODUITS (2)	16 188 264	13 813 264	13 865 311
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	-	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	16 188 264	13 813 264	13 865 311	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	16 188 264	13 813 264	13 865 311

Les charges de l'opération Plan Campus sont strictement équilibrées par les intérêts de la dotation.

3. La capacité d'autofinancement et le fonds de roulement

Tableau 16 : Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF) (en €)

Calcul de la capacité d'autofinancement	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 6 390 345	55 418	- 10 593 589
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	31 736 638	31 736 638	31 579 718
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-	-
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 22 894 931	- 22 894 931	- 22 784 787
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	2 451 362	8 897 125	- 1 798 658

Tableau 17 : Tableau des emplois et ressources (en €)

EMPLOIS	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	RESSOURCES	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026
Insuffisance d'autofinancement	-	-	1 798 658	Capacité d'autofinancement	2 451 362	8 897 125	-
Investissements	44 980 182	36 476 678	43 269 615	Financement de l'actif par l'État	10 180 350	8 668 430	11 812 177
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	17 306 500	14 784 187	16 670 838
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	Autres ressources	3 263 453	1 124 915	1 007 889
Remboursement des dettes financières	-	-	-	Augmentation des dettes financières	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	44 980 182	36 476 678	45 068 273	TOTAL DES RESSOURCES (6)	33 201 666	33 474 656	29 490 904
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	11 778 516	3 002 022	15 577 369

Les évolutions des emplois et ressources sont assez proches des évolutions de dépenses et recettes d'investissement qui sont détaillées en première partie (comptabilité budgétaire). Les emplois augmentent entre le budget 2025 après BR2 et le budget 2026, passant de 36 477 k€ à 45 068 k€, soit une hausse de 8 592 k€. Les ressources diminuent, passant de 33 475 k€ à 29 491 k€.

Le besoin de financement des investissements (Emplois- Ressources hors capacité d'autofinancement) s'élève à 13,8 M€ au BI 2026, contre 14,2 M€ au BI 2025 et 11,9 M€ au budget 2025 après BR2.

Une cible de 12 M€ pour fin 2026 avait été présentée lors du Débat d'orientation budgétaire (DOB). La baisse du besoin de financement des investissements au BI 2026 s'inscrit dans cette trajectoire.

Tableau 18 : Tableau des emplois et ressources de l'Opération Plan Campus

EMPLOIS	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	RESSOURCES	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	Capacité d'autofinancement	120 872	120 872	14 233
Investissements	6 662 000	5 482 000	7 487 078	Financement de l'actif par l'État	6 101 128	4 921 128	7 472 845
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	440 000	440 000	-
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	Autres ressources	-	-	-
Remboursement des dettes financières	-	-	-	Augmentation des dettes financières	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	6 662 000	5 482 000	7 487 078	TOTAL DES RESSOURCES (6)	6 662 000	5 482 000	7 487 078
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	-	-	-

La section d'investissement (cf. tableau 16) du budget Opération Plan Campus s'élève à 7 487 k€, en hausse par rapport à 2025, du fait notamment de la poursuite des opérations de parachèvement.

4. Synthèse de la soutenabilité du budget

Le tableau 19 reprend l'évolution des quatre indicateurs de soutenabilité.

Les indicateurs se dégradent par rapport au BR2 2025 : la trésorerie reste au-dessus du seuil d'alerte de 30 jours (83,4 jours de fonctionnement) mais le fonds de roulement est en-deçà du seuil d'alerte de 15 jours (9,3 jours avec compensation du CAS pension à 40%). A noter qu'avec une compensation de la hausse de la cotisation du CAS Pension à 100%, la trésorerie aurait été à 85,8 jours et le fonds de roulement à 11,8 jours.

Tableau 19 : L'évolution des indicateurs de soutenabilité financière

Etape budgétaire	Ratios	en k €	en jours ou en %	Rappel seuils alerte
BI 2025 recalculé	Résultat	-6 390		
	CP hors investissement	584 806		
	Fonds de roulement	22 428	13,8	15
	Besoin en FDR	-82 200		
	Trésorerie	104 628	64,4	30
	Charges de personnel	431 936		
	Produits encaissables/ Ratio Dizambourg (charges de personnel/produits encaissables)	587 257	73,6%	83%
BR2 2025	Résultat	55		
	CP hors investissement	589 022		
	Fonds de roulement	31 205	19,1	15
	Besoin en FDR	-117 513		
	Trésorerie	148 718	90,9	30
	Charges de personnel	430 688		
	Produits encaissables/ Ratio Dizambourg (charges de personnel/produits encaissables)	596 243	72,2%	83%
BI 2026 avec compensation CAS pension à 40%	Résultat	-10 594		
	CP hors investissement	605 063		
	Fonds de roulement	15 627	9,3	15
	Besoin en FDR	-124 478		
	Trésorerie	140 106	83,4	30
	Charges de personnel	446 251		
	Produits encaissables/ Ratio Dizambourg (charges de personnel/produits encaissables)	603 264	74,0%	83%
BI 2026 avec compensation CAS pension à 100%	Résultat	-6 434		
	CP hors investissement	605 063		
	Fonds de roulement	19 787	11,8	15
	Besoin en FDR	-124 478		
	Trésorerie	144 266	85,8	30
	Charges de personnel	446 251		
	Produits encaissables/ Ratio Dizambourg (charges de personnel/produits encaissables)	607 424	73,5%	83%

ANNEXE 1 : LES TABLEAUX BUDGETAIRES

- Tableau 1 : autorisations d'emplois (pour vote de l'organe délibérant) ;
- Tableau 2 : autorisations budgétaires (pour vote de l'organe délibérant) ;
- Tableau 3 : dépenses par destination (obligatoire) et recettes par origine (facultatif) (pour information) ;
- Tableau 4 : équilibre financier (pour vote de l'organe délibérant) ;
- Tableau 5 : opérations pour compte de tiers (pour information) ;
- Tableau 6 : situation patrimoniale (pour vote de l'organe délibérant) ;
- Tableau 7 : plan de trésorerie (pour information) ;
- Tableau 8 : opérations sur recettes fléchées (pour information) ;
- Tableau 9 : opérations pluriannuelles – prévision (pour vote) ;
- Tableau 10 : détail des opérations pluriannuelles et de programmation ;
- Tableau 11 : tableau de synthèse budgétaire et comptable (pour information).

ANNEXE 2 :

Rapport du budget vert de l'Université Grenoble Alpes

La démarche de cotation du budget au regard de critères environnementaux est initiée pour la première fois par l'Université Grenoble Alpes, notamment pour se conformer à l'article 206 de la loi de finances pour 2024 imposant la réalisation d'un budget vert à l'ensemble des opérateurs de l'Etat dont les charges de fonctionnement dépassent 60M€ au dernier exercice clos.

Principe du budget vert et méthodologie appliquée

La cotation des dépenses de l'université est effectuée selon la méthodologie du budget vert de l'Etat, au regard de 6 axes environnementaux, dont le contenu est détaillé ci-après :

- **Lutte contre le changement climatique** : contribue à réduire, limiter ou stabiliser l'émission de gaz à effet de serre
- **Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels** : favorise la résilience face aux événements directement corrélés au changement climatique
- **Gestion des ressources en eau** : contribue à l'utilisation durable et à la protection des ressources aquatiques et marines
- **Économie circulaire, déchets, prévention des risques technologiques** : favorisant la transition vers une économie circulaire, via la prévention, la réutilisation ou recyclage des déchets
- **Lutte contre les pollutions de l'eau, de l'air et des sols** : favorise la prévention, au contrôle et à la résorption de la pollution de l'eau, de l'air et des sols pollution
- **Biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles** : Favorise la protection ou la restauration de la biodiversité et des écosystèmes

Les dépenses sont classées en 5 catégories selon leurs impacts environnementaux pour chacun des axes susmentionnés. Leur gradation s'opère sur la base des ressources méthodologiques développées par l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE) pour les axes relatifs au climat et, de façon générale, en cohérence avec les lignes directrices pour l'élaboration des budgets verts des opérateurs de l'Etat. Ainsi, certaines dépenses sont cotées par convention : la masse salariale est cotée neutre, les dépenses numériques sont non cotées. La cotation se décline comme suit :

- **Favorable** : dépense ayant un objectif environnemental principal ou participant directement à la production d'un bien ou d'un service environnemental. Il s'agit de dépenses compatibles avec les objectifs environnementaux nationaux.
- **Neutre** : dépenses sans impact significatif.
- **Défavorable** : dépenses qui contribuent à la dégradation directe des conditions environnementales.

- **A approfondir** : dépenses qui nécessitent une analyse plus approfondie pour permettre sa cotation, à réaliser à partir de données extracomptables.
- **Non cotée** : dépenses ne pouvant pas être cotées par manque d'information sur leur nature ou par absence de consensus.

Une fois la cotation effectuée sur les 6 axes, une qualification globale est ensuite attribuée en prenant en compte la totalité des notes sur les six axes. Une dépense peut donc être considérée comme :

- **Globalement favorable** : si tous les axes sont cotés favorablement, ou favorablement et neutres.
- **Globalement défavorable** : si tous les axes sont cotés défavorablement, ou défavorablement et neutres.
- **Globalement mixte** : si elle comprend des axes cotés à la fois favorablement et défavorablement, et le cas échéant, neutres.
- **Globalement neutre** : si tous les axes sont cotés neutres.
- **A approfondir** : si l'une des axes cotés ne permet pas l'évaluation globale d'une dépense.
- **Non coté** : si les axes ne peuvent être cotés par manque d'information.

Ce principe de cotation est effectué sur 2 niveaux, sans consolidation a posteriori :

- Une cotation de la **finalité** de la dépense sur chaque destination qui rend compte de l'impact environnemental des missions de l'opérateur (dimension stratégique).
- Une cotation des **moyens** pour chaque destination, qui mesure l'impact environnemental des moyens mobilisés par l'opérateur (dimension opérationnelle).

Les cotations de la finalité de chaque destination s'appuient sur le budget vert de l'Etat² :

Désignation	Cotation globale
Formation initiale et continue niveau Licence	Neutre
Formation initiale et continue niveau Master	Neutre
Formation initiale et continue niveau Doctorat	Neutre
Bibliothèques et documentation	Neutre
Recherche	Neutre
Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie et de la santé	Neutre
Recherches scientifiques et technologiques dans le domaine de l'énergie	Favorable
Recherches scientifiques et technologiques dans le domaine de l'environnement	Favorable
Recherches scientifiques et technologiques en sciences humaines et sciences sociales	Neutre
Recherches interdisciplinaires et transversales	Neutre
Diffusion des savoirs et musées	Neutre

² Tableur " BudgetVert_PLF2024_opendata_vf_0 " téléchargeable en ligne sur data.economie.gouv.fr

Immobilier	Non coté
Pilotage et support	Neutre
Aides directes	Neutre
Aides indirectes	Neutre
Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	Neutre

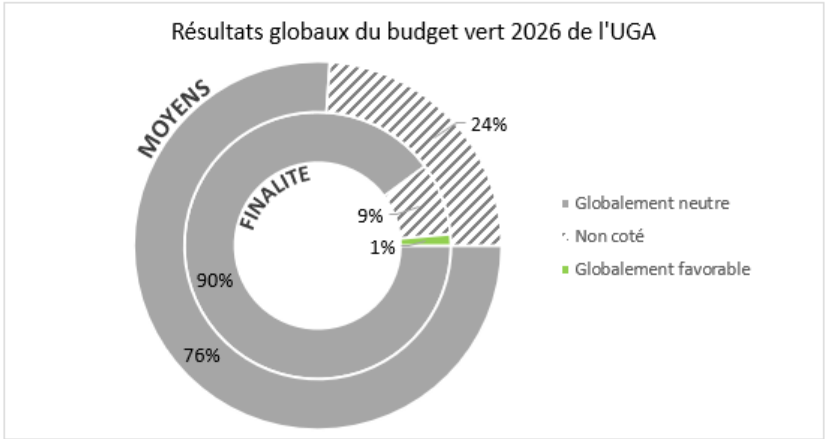
Les cotations par moyens suivent les indications précisées par les lignes directives pour l'élaboration des budgets verts des opérateurs de l'Etat, notamment :

- La masse salariale est considérée comme neutre par convention.
- Les transferts sociaux sont considérés neutres par convention.
- Les dépenses numériques sont non cotées par absence de consensus sur l'effet environnemental de la dépense.

La cotation par moyens doit être présentée et explicitée dans le tableau de cotation (colonne « justifications »). Dans le cas où l'opérateur n'est pas en capacité d'apporter le détail des moyens employés (ex. impossible identification en raison de la répartition de ces dépenses dans de multiples lignes de crédits budgétaires dont elles ne constituent qu'une fraction), ces dépenses seront non cotées pour l'exercice et un chantier de documentation des moyens utilisés pour chaque destination devra être entrepris pour permettre de progresser dans la finesse de l'analyse d'édition en édition. De manière générale, un principe de prudence guide la budgétisation environnementale. En l'absence de données suffisamment fiables et explicites sur l'impact favorable ou défavorable global d'une dépense, la « non cotation » est retenue.

Répartition des grandes masses

Au total, sur les 628,3 M€ de crédits renseignés, 591,4 M€ font l'objet d'une cotation sur la finalité ou sur les moyens, soit 94% du budget.



Concernant les crédits de dépenses cotés en finalité :

- 582,6 M€ sont cotés « Globalement neutres » en cohérence avec le budget vert de l'Etat.
- 8,8 M€ sont cotés « Globalement favorables » : il s'agit des crédits pour la recherche en lien avec l'énergie et l'environnement.
- 56,9 M€ ne sont pas cotés par convention et en cohérence avec le budget vert de l'Etat.

Concernant les moyens :

- 493 M€ sont cotés « Globalement neutres », s'agissant principalement de dépenses associées à de la masse salariale, considérée comme neutres par convention, en cohérence avec les lignes directives pour l'élaboration des budgets verts des opérateurs de l'Etat.
- 155,3 M€ ne sont pas cotés :
 - Par principe de prudence du fait de l'impossible identification en raison de la répartition des dépenses dans de multiples lignes de crédits budgétaires de l'absence ou de données insuffisamment explicites. Ces dépenses restent à approfondir pour les exercices futurs.
 - En cohérence avec les lignes directives pour l'élaboration des budgets verts des opérateurs de l'Etat (D114 – Immobilier).

La première cotation effectuée par l'UGA en vue de la mise en place d'un budget vert a été réalisée en utilisant la méthodologie préconisée dans les *Lignes directrices pour l'élaboration des budgets verts des opérateurs de l'Etat*. Cet exercice devait conduire l'établissement à avoir une première estimation de l'impact environnemental de ses dépenses. La méthodologie préconisée ne permet toutefois pas de parvenir à un résultat concluant, au regard de la masse des dépenses déjà pré-cotées et des incertitudes portant sur la cotation effective d'autres dépenses.

Il s'agit néanmoins d'une première base de travail qui permettra à l'UGA d'affiner la méthode dans les années à venir, afin de pouvoir effectivement objectiver et valoriser l'ensemble des actions menées par l'établissement en faveur de la transformation écologique. Le but sera, à terme, de traduire budgétairement l'ensemble des mesures adoptées pour décarboner les activités de l'établissement, préserver la biodiversité et les ressources.

BUDGET INITIAL DE L'EXERCICE 2026

BUDGET PRINCIPAL

(UGA AVEC PLAN CAMPUS)

Tableau 1 - EPSCP

Tableau des emplois Etablissement Global avec Plan Campus présenté à l'appui du Budget Initial de l'exercice 2026

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

RAPPEL PLAFOND 2025 APRES BR2

Catégories d'emplois	Nature des emplois	Emplois sous plafond Etat *		Global	
		En ETPT	En ETPT		
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	1 838	1 838	
		CDI	21	50	
	Non permanents	CDD	697	490	1 187
S/total EC			2 556	540	3 096

PLAFOND BUDGET INITIAL 2026 A VOTER

Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global
1 834		1 834
22	60	82
700	513	1 213
2 556	573	3 129

Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)	-	-	-
---	---	---	---

-	-	-
---	---	---

BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires		Global	
		En ETPT	En ETPT		
		CDI	120	250	370
		CDD	274	793	1 067
S/total Biatss			1 797	1 043	2 840
Totaux			4 353	1 583	5 936

1 372		1 372
150	250	400
286	822	1 108
1 808	1 072	2 880
4 364	1 645	6 009

Plafond global des emplois voté par le CA **

Plafond global des emplois voté par le CA **

Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat	4 532
--	--------------

4 532 (3)

Note sur les modalités de renseignement du tableau :

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires 2026 - Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES											RECETTES					
	AE					CP					RE					
	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecarts entre BR2 2025 et BI 2026	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecarts entre BR2 2025 et BI 2026	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecarts entre BR2 2025 et BI 2026	
Personnel	423 601 799	437 696 555	436 431 093	452 163 654	15 732 561	423 611 503	437 696 555	436 431 093	452 163 654	15 732 561	501 918 107	484 191 675	499 057 144	484 758 925	- 14 298 219	Recettes globalisées
dont contributions employeur CAS Pension	103 723 478	110 590 358	109 370 358	115 000 000	5 629 642	103 723 478	110 590 358	109 370 358	115 000 000	5 629 642	386 008 403	387 564 516	394 776 874	395 496 532	719 658	Subvention pour charges de service public
											8 261 804	2 777 104	7 509 002	1 280 492	- 6 228 510	Autres financements de l'Etat
											3 525 672	3 000 728	3 475 816	3 019 022	- 456 794	Fiscalité affectée
Fonctionnement	98 833 140	150 859 891	153 965 522	153 080 368	- 885 154	99 921 153	147 109 529	152 590 478	152 899 049	308 571	36 426 627	28 355 445	24 206 493	23 769 941	- 436 553	Autres financements publics
											67 695 602	62 493 882	69 088 959	61 192 938	- 7 896 021	Recettes propres
											63 643 730	117 940 487	140 941 419	159 043 423	18 102 004	Recettes fléchées*
											2 056 445	17 215 605	30 061 026	19 994 470	- 10 066 556	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	33 725 521	43 128 957	35 441 802	64 879 558	29 437 756	44 970 964	44 980 182	36 476 678	43 269 615	6 792 937	60 421 446	100 070 582	94 426 093	138 941 132	44 515 039	Autres financements publics fléchés
											1 165 838	654 300	16 454 300	107 821	- 16 346 479	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	556 160 460	631 685 403	625 838 417	670 123 580	44 285 163	568 503 620	629 786 266	625 498 249	648 332 319	22 834 070	565 561 837	602 132 162	639 998 563	643 802 349	3 803 786	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)						-	-	14 500 314	-	-	2 941 783	27 654 104	-	4 529 970	19 030 284	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination et Recettes par origine du Budget Initial de l'exercice 2026 - Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	15 573 917	15 573 917	5 452 678	5 456 802	1 424 507	1 474 064	22 451 102	22 504 783
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	4 233 834	4 233 834	4 066 991	4 066 991	796 866	796 866	9 097 691	9 097 691
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	508 602	508 602	708 390	708 390	20 000	20 000	1 236 992	1 236 992
D105 - Bibliothèques et documentation	358 998	358 998	2 622 644	2 755 244	40 000	40 000	3 021 642	3 154 242
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	3 387 855	3 387 855	5 588 940	5 538 438	2 024 237	2 024 237	11 001 032	10 950 530
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'Info et de la com, micro et nanotechnologies	3 563 071	3 563 071	4 261 446	4 261 446	379 736	379 736	8 204 254	8 204 254
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	5 048 952	5 048 952	5 259 766	5 259 766	954 422	954 422	11 263 140	11 263 140
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	248 438	248 438	-	-	248 438	248 438
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	3 392 508	3 392 508	4 140 674	4 140 674	1 009 957	1 009 957	8 543 139	8 543 139
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	2 753 695	2 753 695	4 053 656	4 053 656	217 758	217 758	7 025 110	7 025 110
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	19 991 495	19 991 495	20 496 137	20 496 137	4 278 714	4 278 714	44 766 345	44 766 345
D113 - Diffusion des savoirs et musées	127 071	127 071	323 849	323 849	12 000	12 000	462 920	462 920
D114 - Immobilier	1 473 012	1 473 012	29 501 250	29 360 250	47 892 767	26 093 267	78 867 029	56 926 529
D115 - Pilotage et support	388 773 427	388 773 427	63 333 359	63 186 818	5 774 593	5 914 593	457 881 378	457 874 838
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D202 - Aides indirectes aux étudiants	1 077 612	1 077 612	1 873 653	1 873 653	29 000	29 000	2 980 265	2 980 265
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 899 606	1 899 606	1 148 497	1 168 497	25 000	25 000	3 073 103	3 093 103
TOTAL	452 163 654	452 163 654	153 080 368	152 899 049	64 879 558	43 269 615	670 123 580	648 332 319

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B

-

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010 - SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	395 496 532	-	-	-	-	-	-	-	395 496 532
FD020 - DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	6 732 162	-	-	-	6 732 162
FD030 - FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	17 840 394	-	-	-	17 840 394
FD040 - TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	833 752	-	-	-	833 752
FD050 - CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	41 686	1 494 741	52 100	-	-	1 588 527
FD060 - VALORISATION	-	-	-	-	2 081 456	-	-	9 000	2 090 456
FD070 - ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	-	5 266 117	-	-	107 188 450	-	112 454 567
FD080 - ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	7 879 310	-	-	20 046 512	-	27 925 822
FD090 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	2 973 303	-	-	2 429 955	-	5 403 258
FD100 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	1 325 334	-	-	2 882 290	-	4 207 624
FD110 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	1 280 492	-	6 202 472	2 675 456	19 942 370	6 393 926	32 229	36 526 944
FD120 - FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONS & LEGS	-	-	-	81 718	1 762 828	-	-	66 592	1 911 138
FD130 - AUTRES RECETTES	-	-	3 019 022	-	27 772 149	-	-	-	30 791 172
TOTAL	395 496 532	1 280 492	3 019 022	23 769 941	61 192 938	19 994 470	138 941 132	107 821	643 802 349

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C

4 529 970

TABLEAU 4
Equilibre financier 2026 de l'Etablissement Principal avec Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS					
	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecarts entre BR2 2025 et BI 2026
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	2 941 783	27 654 104	-	4 529 970	19 030 284
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	1 869	-	957	-	957
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	19 461 020	12 163 531	11 816 252	15 638 635	3 822 383
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)	17 767 617	9 230 650	8 111 455	6 976 718	1 134 737
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	40 172 289	49 048 285	19 928 664	27 145 323	21 716 973
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	12 872 042	-	10 035 959	-	-
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	-	-	16 962 628	33 559 979	16 597 351
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	19 745 140	-	-	-	-
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	53 044 331	49 048 285	29 964 623	27 145 323	21 716 973

FINANCEMENTS					
Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecarts entre BR2 2025 et BI 2026	
-	-	14 500 314	-	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
-	-	-	-	-	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
18 655 575	11 969 309	12 891 270	15 773 422	2 882 152	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
34 388 756	3 024 784	2 573 039	2 759 553	186 514	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
53 044 331	14 994 093	29 964 623	18 532 975	3 068 666	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
-	34 054 192	-	8 612 348	18 648 307	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
6 873 098	15 149 691	-	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
-	18 904 501	6 926 669	42 172 327	35 245 658	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
53 044 331	49 048 285	29 964 623	27 145 323	21 716 973	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

La variation de trésorerie :
 - se détermine par différence entre (1) et (2),
 - se décompose en (a) et (d),
 - s'explique par D, (b), (c), (e).

Décomposition de la variation de trésorerie

différence entre variation trésô (I ou II) et

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"
 (**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"
 (***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers du Budget Initial de l'exercice 2026 - Etablissement Global avec Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements (c1)	Prévisions d'encaissements (c2)
Opération 1	C 4731 C 4...	Bourses AMI	697 500	700 000
Opération 2	C 4731 C 4...	Bourses ERASMUS	955 000	1 050 000
Opération 3	C 4731 C 4...	Reversements partenaires contrats	4 958 300	4 958 300
Opération 4	C 4731 C 4...	C7H-ANR25C54	300 000	300 000
Opération 5	C 4731 C 4...	C7H-UEE23B93	280 000	280 000
Opération 6	C 4731 C 4...	C7H-IRIMAPC2	330 000	330 000
Opération 7	C 4731 C 4...	EOTP DIV.	1 325 000	1 325 000
Opération 8	C 4731 C 4...	FAME RECETTE	44 000	44 000
Opération 9	C 4731 C 4...	UFI	30 000	30 000
Opération 10	C 4731 C 4...	Reversement GINP	1 317 713	1 355 000
Opération 11	C 4731 C 4...	C7H-UEE24B01 YEAH	2 889 339	2 889 339
Opération 12	C 4731 C 4...	PIA PEGASE	445 000	445 000
Opération 13	C 4731 C 4...	PIA-PEPR eNSEMBLE-PC	729 533	729 533
Opération 14	C 4731 C 4...	PEPR TASE	952 000	952 000
Opération 15	C 4731 C 4...	C7H-UEE23B93	385 250	385 250
TOTAL			15 638 635	15 773 422

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique ci-dessous :

La différence notamment sur les opérations 1 et 2 "Bourses AMI et ERASMUS" correspond à un décalage de trésorerie relatif aux aides à la mobilité (gérées par la DGD DIT).

TABLEAU 6
Situation patrimoniale 2026 - Etablissement Principal avec Plan campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026	PRODUITS	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026
Personnel	417 011 925	431 935 596	430 688 134	446 250 654	15 562 520	Subventions de l'Etat	446 767 120	400 063 519	409 777 002	405 204 412	- 4 572 590
<i>dont contributions employeur CAS Pension</i>	<i>103 723 478</i>	<i>110 590 358</i>	<i>109 370 358</i>	<i>115 000 000</i>	<i>5 629 642</i>	Fiscalité affectée	3 478 399	3 003 416	3 478 504	3 019 022	- 459 482
Fonctionnement autre que les charges de personnel	150 610 881	184 607 125	188 394 560	190 391 767	1 997 207	Autres subventions	22 372 139	121 707 278	111 235 283	134 675 893	23 440 610
						Autres produits	95 790 715	85 378 163	94 647 323	83 149 505	- 11 497 818
TOTAL DES CHARGES (1)	567 622 806	616 542 721	619 082 694	636 642 422	17 559 728	TOTAL DES PRODUITS (2)	568 408 373	610 152 376	619 138 112	626 048 832	6 910 720
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	785 567	-	55 418	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	6 390 345	-	10 593 589	10 649 007
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)		616 542 721	619 138 112	636 642 422	17 559 728	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	568 408 373	616 542 721	619 138 112	636 642 422	17 559 728

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	785 567	- 6 390 345	55 418	- 10 593 589	- 10 649 007
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	47 888 084	31 736 638	31 736 638	31 579 718	- 156 920
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 47 916	-	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 17 917	-	-	-	-
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 38 239 201	- 22 894 931	- 22 894 931	- 22 784 787	110 144
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	10 368 618	2 451 362	8 897 125	- 1 798 658	- 10 695 783

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026	RESSOURCES	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	1 798 658	1 798 658	Capacité d'autofinancement	10 368 618	2 451 362	8 897 125	-	- 8 897 125
Investissements	41 457 649	44 980 182	36 476 678	43 269 615	6 792 937	Financement de l'actif par l'Etat	12 081 582	10 180 350	8 668 430	11 812 177	3 143 747
						Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	14 999 543	17 306 500	14 784 187	16 670 838	1 886 652
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	-	-	Autres ressources	2 365 651	3 263 453	1 124 915	1 007 889	- 117 026
Remboursement des dettes financières	4 336 080	-	-	-	-	Augmentation des dettes financières	-	-	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	45 793 729	44 980 182	36 476 678	45 068 273	8 591 596	TOTAL DES RESSOURCES (6)	39 815 394	33 201 666	33 474 656	29 490 904	- 3 983 752
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	-	-	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	5 978 335	11 778 516	3 002 022	15 577 369	12 575 347

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 5 978 335	- 11 778 516	- 3 002 022	- 15 577 369	- 12 575 347
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	- 18 850 377	22 275 676	- 13 037 981	- 6 965 021	6 072 960
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	12 872 042	- 34 054 192	10 035 959	- 8 612 348	- 18 648 307
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	34 206 747	22 428 230	31 204 725	15 627 356	- 15 577 369
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 104 475 434	- 82 199 759	- 117 513 415	- 124 478 436	- 6 965 021
Niveau de la TRESORERIE	138 682 181	104 627 989	148 718 140	140 105 792	- 8 612 348

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7
Plan de trésorerie prévisionnel du Budget Initial de l'exercice 2026 - Etablissement Global avec Plan campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	148 718 140	204 394 298	188 612 594	150 670 644	206 455 648	166 492 533	126 695 236	225 750 913	184 915 201	151 461 849	190 716 618	160 503 064	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	101 674 508	8 744 484	5 855 633	104 948 391	5 051 731	4 534 420	141 068 548	1 498 632	5 771 424	72 028 494	8 067 296	25 515 365	484 758 925
Subvention pour charges de service public	98 874 133	-	-	98 874 133	-	-	134 468 821	-	-	63 279 445	-	-	395 496 532
Autres financements de l'État	37 775	218 324	147 385	38 287	51 092	75 421	80 287	-	18 055	73 372	48 146	492 349	1 280 492
Fiscalité affectée	-	881 554	-	761 397	-	-	-	68 230	655 430	606 522	-	45 889	3 019 022
Autres financements publics	522 939	2 743 051	1 804 139	1 407 181	1 934 873	1 711 436	3 539 344	133 112	1 873 071	2 500 598	2 823 869	2 776 329	23 769 941
Recettes propres	2 239 662	4 901 554	3 904 109	3 867 394	3 065 766	2 747 563	2 980 096	1 297 290	3 224 868	5 568 557	5 195 280	22 200 798	61 192 938
Recettes budgétaires fléchées	4 124 664	26 049 087	7 702 460	250 138	1 980 301	8 766 508	9 099 767	200 182	12 195 656	19 324 346	19 735 321	49 614 994	159 043 423
Financements de l'État fléchés	261 928	135 962	157 956	241 933	1 955 459	2 291 366	1 007 721	199 945	91 975	643 822	5 816 391	7 190 011	19 994 470
Autres financements publics fléchés	3 862 563	25 912 521	7 544 503	-	-	6 474 657	8 086 374	-	12 101 773	18 673 688	13 908 007	42 377 045	138 941 132
Recettes propres fléchées	173	604	-	8 205	24 842	485	5 671	237	1 908	6 836	10 922	47 937	107 821
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : encaissement en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	1 702 319	1 428 328	780 106	1 919 183	2 187 917	878 538	739 933	61 814	410 011	1 878 648	1 227 604	5 318 574	18 532 975
- TVA encaissée	96 584	117 557	163 366	168 333	186 270	143 497	131 079	61 814	203 379	294 996	281 198	911 480	2 759 553
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	1 605 734	1 310 771	616 741	1 750 850	2 001 647	735 041	608 854	-	206 632	1 583 652	946 405	4 407 094	15 773 422
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A. TOTAL	107 501 490	36 221 900	14 338 199	107 117 712	9 219 949	14 179 466	150 908 247	1 760 628	18 377 090	93 231 488	29 030 221	80 448 934	662 335 323
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	40 680 332	43 720 156	45 370 465	42 964 773	41 560 838	44 152 078	42 608 457	37 911 872	43 885 687	43 746 389	43 576 773	52 671 054	522 848 874
Personnel	33 415 066	35 576 239	34 620 336	34 370 969	34 412 531	34 329 408	34 703 458	35 659 361	31 960 430	34 952 824	35 784 044	35 825 605	415 610 272
Fonctionnement	5 598 323	6 438 488	7 935 811	7 328 563	5 423 636	7 054 054	5 706 463	1 805 106	8 326 778	6 821 137	6 438 488	14 307 751	83 184 598
Investissement	1 666 942	1 705 429	2 814 318	1 265 241	1 724 672	2 768 616	2 198 536	447 404	3 598 479	1 972 428	1 354 240	2 537 697	24 054 004
Dépenses liées à des recettes fléchées	8 546 034	7 014 446	5 596 520	6 926 593	6 320 491	7 227 256	8 081 212	4 399 327	6 987 054	8 282 888	14 110 849	41 990 773	125 483 444
Personnel	3 194 766	2 964 479	2 968 135	2 964 479	3 161 868	2 931 581	2 909 649	2 931 581	3 074 139	2 968 135	3 011 999	3 472 571	36 553 382
Fonctionnement	4 294 410	2 649 149	1 652 232	2 718 864	2 384 234	3 213 836	3 666 980	1 052 688	2 767 664	2 551 549	9 446 308	33 316 536	69 714 451
Investissement	1 056 859	1 400 818	976 153	1 243 250	774 389	1 081 839	1 504 582	415 057	1 145 250	2 763 205	1 652 543	5 201 666	19 215 611
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	2 598 966	1 269 001	1 313 163	1 441 343	1 301 734	2 597 429	1 162 901	285 142	957 701	1 947 441	1 556 152	6 184 379	22 615 353
- TVA décaissée	415 812	512 091	657 905	457 673	344 650	700 462	484 184	138 139	765 346	669 765	491 161	1 339 530	6 976 718
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	2 183 153	756 910	655 259	983 670	957 084	1 896 966	678 717	147 003	192 355	1 277 676	1 064 991	4 844 849	15 638 635
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. TOTAL	51 825 332	52 003 604	52 280 148	51 332 709	49 183 064	53 976 763	51 852 570	42 596 340	51 830 442	53 976 719	59 243 774	100 846 206	670 947 671
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	55 676 158	- 15 781 704	- 37 941 950	55 785 003	- 39 963 114	- 39 797 297	99 055 678	- 40 835 713	- 33 453 352	39 254 769	- 30 213 553	- 20 397 272	- 8 612 348
SOLDE CUMULE (1) + (2)	204 394 298	188 612 594	150 670 644	206 455 648	166 492 533	126 695 236	225 750 913	184 915 201	151 461 849	190 716 618	160 503 064	140 105 792	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

TABLEAU 8

Opérations liées aux recettes fléchées du Budget Initial de l'exercice 2026 - Etablissement Principal avec Plan Campus

	Antérieures à N non dénouées	Prévisionnel 2026	N+1	N+2	>=N+3	Total
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice	-	78 457 574	112 017 553	75 965 641	44 564 901	- 14 072 617
Recettes fléchées	386 756 575	159 043 423	64 720 384	59 164 443	85 247 169	754 931 995
Financements de l'Etat fléchés	47 785 871	19 994 470	7 048 720	8 402 496	21 732 823	104 964 380
Autres financements publics fléchés	335 057 424	138 941 132	57 667 165	50 761 947	63 514 346	645 942 015
Recettes propres fléchées	3 913 280	107 821	4 500	-	-	4 025 601
Subvention pour charges d'investissement fléchées	-	-	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées	308 299 001	125 483 444	100 772 296	90 565 183	143 884 688	769 004 612
Personnel (AE=CP)						
AE	102 146 056	36 553 382	44 098 315	26 874 597	54 835 697	264 508 047
CP	102 165 670	36 553 382	44 098 315	26 874 597	54 835 697	264 527 660
Fonctionnement et intervention						
AE	113 996 429	69 207 789	35 390 736	36 675 193	46 931 639	302 201 787
CP	86 916 270	69 714 451	35 358 064	36 685 455	73 527 548	302 201 787
Investissement						
AE	130 442 739	40 737 115	16 977 577	5 449 934	8 667 800	202 275 165
CP	119 217 061	19 215 611	21 315 917	27 005 132	15 521 444	202 275 165
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	78 457 574	33 559 979	- 36 051 912	- 31 400 740	- 58 637 519	- 14 072 617

Tableau 9 agrégé des opérations pluriannuelles (prévisionnel) : Budget Initial de l'exercice 2026

Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reports ou Reprogrammations N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	CP ouverts < N	Conso CP < N	Reports ou Reprogrammations N	CP nouveaux ouverts N	Total CP N	Restes à engager > N (AE)	Restes à payer > N sur AE consommées <= N (CP)	
OPE-AUTRES	Opé diverses fléchées pluriannuelles	11 123 795	10 266 933	10 188 052	0	757 884	757 884	9 898 620	9 887 939	0	85 545	85 545	177 859	972 452
OPE-G.AUTR	Opé diverses non fléchées pluriannuelles	1 030 663	770 247	692 727	0	244 357	244 357	566 168	303 584	0	271 539	271 539	91 250	361 961
OPE-AUTRE2	Opé modif GPFI 28/01/2025 fléchées	12 507 952	1 349 988	1 195 855	0	10 835 995	10 835 995	1 267 087	1 110 802	0	727 604	727 604	465 807	10 193 444
OPE-12	Opé-12 CPER14 Valence Briffaut	6 584 222	6 557 823	6 522 129	0	26 399	26 399	6 555 766	6 486 224	0	40 137	40 137	-16 868	22 167
OPE-29	Opé-29 CPER14 Espaces numérique Stendhal	8 748 968	8 155 470	7 411 166	0	563 364	563 364	5 215 497	4 646 169	0	2 631 139	2 631 139	765 853	697 222
OPE-15	Opé-15 CPER14 CRESI	19 479 001	18 998 768	18 974 403	0	480 233	480 233	18 864 801	18 576 332	0	605 201	605 201	-43 977	273 103
OPE-14	Opé-14 CPER14 ESPE/Cluster éducation	8 893 581	8 865 211	8 858 131	0	28 370	28 370	8 825 893	8 825 893	0	60 608	60 608	-464 816	0
OPE-13	Opé-13 CPER14 Réorganisation IUT1	17 293 386	17 293 386	17 293 386	0	0	0	17 077 338	17 074 483	0	71 621	71 621	-328 455	147 283
OPE-30	Opé-30 CPER14 BU Laturau Maubourg	2 148 752	2 148 752	2 148 752	0	0	0	2 148 752	2 148 752	0	0	0	-159 073	0
OPE-80	DLST	1 580 000	1 580 000	1 580 000	0	0	0	333 334	333 334	0	249 528	249 528	1 067 369	119 337
OPE-58	Stendhal Phase 2	6 825 000	7 72 086	6 56 254	0	5 280 526	5 280 526	348 412	71 097	0	1 715 651	1 715 651	988 220	4 050 032
OPE-57	IUT Génie Civil	4 599 999	794 169	561 615	0	27 727	27 727	129 352	111 096	0	333 937	333 937	4 010 657	144 308
OPE-59	Briffaut Commun Phase 2	12 503 032	81 972	81 972	0	11 586 088	11 586 088	64 959	25 632	0	369 183	369 183	834 972	11 273 245
OPE-55	Opé-55 Crèche	3 350 000	3 261 732	2 798 283	0	77 284	77 284	1 312 296	1 306 541	0	1 987 911	1 987 911	474 433	-418 795
OPE-34	Opé-34 PLR PHITEM	460 218	460 218	460 211	0	0	0	460 218	460 211	0	0	0	-67 899	0
OPE-36	Opé-36 PLR Piscine	1 942 543	1 942 543	1 942 541	0	0	0	1 941 766	1 941 766	0	0	0	-5 711	775
OPE-37	Opé-37 PLR IMA C	2 279 592	2 279 592	2 279 110	0	0	0	2 279 535	2 279 110	0	0	0	-19 310	0
OPE-38	Opé-38 PLR Biologie	4 094 190	4 094 190	4 085 544	0	0	0	4 046 160	4 046 223	0	0	0	8 646	39 321
OPE-40	Opé-40 PLR Les Houches - Chauffage	5 563 318	5 563 318	5 566 318	0	0	0	5 566 318	5 566 318	0	0	0	0	0
OPE-CAMPUS	Opé-Operation CAMPUS	8 748 501	6 486 422	6 344 557	0	632 079	632 079	943 620	994 188	0	787 078	787 078	1 771 884	5 195 370
OPE-26-F	Mise aux normes (fléchées)	3 620 322	1 052 412	979 211	0	2 067 910	2 067 910	822 607	588 474	0	1 454 718	1 454 718	2 573 201	1 003 929
OPE-54	Opé 54 INSPE Annecy	236 769	236 769	236 769	0	0	0	236 769	236 769	0	0	0	0	0
OPE-42	Opé-42 Jean Rogat 410	195 261	190 739	164 740	0	4 522	4 522	162 789	137 789	0	32 473	32 473	25 999	-1 000
OPE-43	Opé-43 IUT2 Restructuration de l'adminis	936 346	936 346	936 346	0	0	0	936 346	936 346	0	0	0	0	0
OPE-19	Opé-19 SMART CAMPUS GDA CLV	12 327 721	12 309 071	12 308 966	0	18 650	18 650	12 271 540	12 270 615	0	58 066	58 066	-230 107	-1 336
	Total Programmes pluriannuels d'invest	154 076 133	110 074 550	107 766 068	0	32 964 722	32 964 722	97 105 784	95 176 030	0	11 481 939	11 481 939	11 919 916	34 072 821
PRIVES	Contrats privés volet recherche	19 944 115	13 949 984	12 213 604	0	2 887 037	2 887 037	13 794 835	11 998 100	0	2 887 037	2 887 037	4 841 794	215 505
HORS-LIE	Contrats Hors UE volet recherche	2 837 067	2 098 752	1 888 638	0	323 382	323 382	1 891 877	1 858 949	0	323 382	323 382	624 070	29 889
PUBLICS	AUTRES FINANCEURS PUBLICS voi RECHERCH	6 084 414	4 075 725	3 512 645	0	1 003 593	1 003 593	4 025 423	3 422 364	0	1 003 593	1 003 593	1 567 815	90 281
PIA3-ANR-R	PIA 3 ANR volet RECHERCHE	36 183 824	26 658 928	25 197 700	0	5 023 782	5 023 782	26 059 859	25 042 049	0	5 023 782	5 023 782	5 947 796	155 651
HPIA-ANR-R	ANR hors PIA volet RECHERCHE	45 649 834	23 146 935	19 607 112	0	9 012 080	9 012 080	22 831 886	19 309 560	0	9 012 080	9 012 080	17 029 572	297 553
EUROPE	Contrats européens volet recherche	13 749 828	6 851 878	5 898 049	0	2 256 712	2 256 712	6 796 692	5 639 494	0	2 256 712	2 256 712	5 955 462	258 554
IDEX-PER1-R	IDEX PERENNISE TRANCHE 1 volet RECHERCHE	20 151 873	15 803 457	14 223 501	0	2 639 747	2 639 747	15 545 200	13 795 256	0	2 639 747	2 639 747	3 281 556	428 245
CPER-FLI-R	CPER projet FLI volet RECHERCHE	1 705 140	1 204 140	1 101 625	0	501 000	501 000	1 204 140	874 612	0	501 000	501 000	102 515	227 013
CPER-CINAU	CPER projet CINAURA volet RECHERCHE	2 286 300	2 036 300	1 918 694	0	0	0	1 348 405	1 158 531	0	0	0	367 606	760 163
CPER-MECA	CPER projet MECASNOW volet RECHERCHE	1 070 000	650 616	384 947	0	419 384	419 384	650 616	239 520	0	419 384	419 384	265 669	145 427
PEPR-R	PEPR volet RECHERCHE	32 373 439	6 404 385	4 401 737	0	5 123 779	5 123 779	6 391 436	3 110 821	0	5 123 779	5 123 779	22 842 923	1 290 915
EQUIPEX	EQUIPEX volet recherche	5 327 345	4 703 119	4 647 394	0	240 762	240 762	3 657 360	3 282 769	0	240 762	240 762	439 189	1 364 625
RECH-ETAT	ETAT volet RECHERCHE	4 874 470	2 670 470	2 092 423	0	838 155	838 155	2 541 975	2 022 294	0	838 155	838 155	1 942 934	70 129
GATES-R	GATES volet recherche	18 237 534	3 784 107	3 214 621	0	2 077 879	2 077 879	3 776 644	2 670 910	0	2 077 879	2 077 879	12 945 033	543 711
EUR-FEDER	Contrats Européens FEDER volet RECHERCHE	1 329 408	1 316 830	1 264 292	0	12 578	12 578	1 055 909	1 249 962	0	12 578	12 578	49 757	14 330
PIA3-AUT-R	PIA 3 Autre financeur volet RECHERCHE	54 320	39 186	39 186	0	15 134	15 134	39 186	39 186	0	15 134	15 134	0	0
PIA4-ANR-R	PIA 4 ANR volet RECHERCHE	10 808 976	2 409 966	2 093 665	0	2 774 637	2 774 637	2 405 692	1 898 213	0	2 774 637	2 774 637	5 940 674	195 453
IDEX-PRO-R	IDEX PROBATOIRE volet RECHERCHE	1 750 628	1 750 628	1 635 452	0	0	0	1 294 773	1 597 579	0	0	0	11 259	37 873
IDEES-R	IDEES volet recherche	5 373 489	2 579 281	2 274 215	0	937 970	937 970	2 485 024	1 929 102	0	937 970	937 970	2 161 303	345 113
LABEX	LABEX volet recherche	80 117 712	70 668 374	68 056 538	0	3 049 433	3 049 433	67 546 242	68 040 538	0	3 049 433	3 049 433	8 861 609	15 999
LABEX-25-R	LABEX 2025 volet RECHERCHE	66 057 928	44 775 794	2 720 889	0	6 682 412	6 682 412	4 471 154	2 123 263	0	6 682 412	6 682 412	56 654 627	597 627
MIAI-R	MIAI pôle d'excellence IA volet RECHERHE	52 534 701	3 323 168	1 205 724	0	5 773 404	5 773 404	3 321 003	1 186 956	0	5 773 404	5 773 404	45 555 572	18 768
PIA3-CDC-R	PIA 3 CDC volet RECHERCHE	7 132 376	2 830 951	2 517 262	0	558 931	558 931	2 584 799	2 498 646	0	558 931	558 931	4 056 182	18 616
PIA3-BPI-R	PIA 3 BPI volet RECHERCHE	1 144 887	853 746	795 190	0	102 659	102 659	853 669	794 798	0	102 659	102 659	246 638	392
PPR-R	PPR PROGRAMME PRIORITAIRE DE RECHERCH	744 732	283 382	236 870	0	107 485	107 485	282 060	236 377	0	107 485	107 485	400 378	233
PIA4-BPI-R	PIA 4 BPI volet RECHERCHE	1 121 541	267 554	172 877	0	298 564	298 564	267 554	171 804	0	298 564	298 564	650 190	983
PIA4-AUT-R	PIA 4 Autre financeur volet RECHERCHE	40 250	40 250	36 285	0	0	0	40 250	25 355	0	0	0	3 965	10 929
PIA4-CDC-R	PIA 4 CDC volet RECHERCHE	242 489	6 309	3 827	0	70 480	70 480	6 309	2 577	0	70 480	70 480	168 182	1 250
MULTIFIN-R	Contrats multifinanceurs HORS PIA RECH	2 128 148	6 000	0	0	268 970	268 970	6 000	0	0	268 970	268 970	1 859 177	0
PIA4-PRE-R	PIA 4 PREMATURATION volet RECHERCHE	3 454 657	1 339 509	1 026 612	0	459 514	459 514	1 309 509	612 070	0	459 514	459 514	1 968 531	414 542
PIA3-MUL-R	PIA 3 Multifinancier volet RECHERCHE	288 744	288 744	287 744	0	0	0	276 433	287 744	0	0	0	0	0
PUI-FIT-R	PUI FIT INNOVATION volet RECHERCHE	3 646 829	1 107 142	931 597	0	1 001 876	1 001 876	1 107 142	701 057	0	1 001 876	1 001 876	1 713 356	230 540
RECH-REGIO	REGION volet RECHERCHE	5 193 983	4 729 986	4 076 563	0	258 269	258 269	3 528 050	4 069 307	0	258 269	258 269	859 034	7 256
EUR-MCURIE	Contrat Européens MARIE-CURIE volet RECH	13 942 304	6 643 367	5 609 215	0	3 030 359	3 030 359	6 574 766	5 572 622	0	3 030 359	3 030 359	5 302 587	36 593
EUR-ERC	Contrats Européens ERC volet RECHERCHE	24 330 103	18 889 210	17 654 929	0	1 683 761	1 683 761	18 683 289	16 980 555	0	1 683 761	1 683 761	4 980 377	674 375
RECH-TECH	PFI techniques volet RECHERCHE	72 691 825	6 321 383											

Tableau 9 agrégé opé. pluriann. (prév.) : Budget Initial de l'exercice 2026

Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements < N	Encaissements prévus N	Restes à encaisser > N	
OPE-AUTRES	Opé diverses fléchées pluriannuelles	11 123 795	683 402	10 440 393	10 081 043	47 850	311 500
OPE-G-AUTR	Opé diverses non fléchées pluriannuelles	1 030 663	895 547	135 117	0	0	135 117
OPE-AUTRE2	Opé modif GPFI 28/01/2025 fléchés	12 507 952	956 831	11 551 121	896 121	300 000	10 355 000
OPE-12	Opé-12 CPER14 Valence Briffault	6 584 222	1 474 222	5 110 000	5 110 000	0	0
OPE-29	Opé-29 CPER14 Espaces numérique Stendhal	8 748 968	-1 032	8 750 000	4 884 941	2 615 059	1 250 000
OPE-15	Opé-15 CPER14 CRESI	19 479 001	-120 999	19 600 000	13 210 575	1 059 425	5 330 000
OPE-14	Opé-14 CPER14 ESPE/Cluster éducation	8 893 581	119 581	8 774 000	8 774 000	0	0
OPE-13	Opé-13 CPER14 Réorganisation IUT1	17 293 386	824 186	16 469 200	15 898 249	0	570 951
OPE-30	Opé-30 CPER14 BU Latour Maubourg	2 148 752	-76 413	2 225 165	2 189 188	0	35 977
OPE-60	DLST	1 580 000	300 000	1 280 000	200 000	0	1 080 000
OPE-58	Stendhal Phase 2	6 825 000	75 000	6 750 000	200 000	2 000 000	4 550 000
OPE-57	IUT Génie Civil	4 599 999	299 999	4 300 000	200 000	500 000	3 600 000
OPE-59	Briffaut Commun Phase 2	12 503 032	3 032	12 500 000	95 000	105 000	12 300 000
OPE-55	Opé-55 Crèche	3 350 000	0	3 350 000	173 511	407 489	2 769 000
OPE-34	Opé-34 PLR PHITEM	460 218	38 210	422 008	400 908	0	21 100
OPE-36	Opé-36 PLR Piscine	1 942 543	225 542	1 717 001	1 631 151	0	85 850
OPE-37	Opé-37 PLR IMA C	2 279 592	188 732	2 090 860	1 986 817	0	104 043
OPE-38	Opé-38 PLR Biologie	4 094 190	158 027	3 936 163	3 739 355	0	196 808
OPE-40	Opé-40 PLR Les Houches - Chauffage	566 318	-18 730	585 048	585 048	0	0
OPE-CAMPUS	Opé-Opération CAMPUS	8 748 501	0	8 748 501	0	0	8 748 501
OPE-26-F	Mise aux normes (fléchés)	5 620 322	5 620 322	0	0	0	0
OPE-54	Opé 54 INSPE Annecy	236 769	136 769	100 000	100 000	0	0
OPE-42	Opé-42 Jean Roget 410	195 261	195 261	0	0	0	0
OPE-43	Opé-43 IUT2 Restructuration de l'adminis	936 346	936 346	0	0	0	0
OPE-19	Opé-19 SMART CAMPUS GDA CLV	12 327 721	3 322 705	9 005 016	9 005 016	0	0
Total Programmes pluriannuels d'invest		154 076 133	16 236 541	137 839 593	79 360 923	7 034 823	51 443 847
PRIVES	Contrats privés volet recherche	19 944 115	0	19 944 115	12 667 907	3 902 265	3 373 944
HORS-UE	Contrats Hors UE volet recherche	2 837 067	0	2 837 067	2 197 177	182 143	457 747
PUBLICS	AUTRES FINANCEURS PUBLICS vol RECHERCHE	6 084 414	0	6 084 414	3 896 690	1 288 905	898 819
PIA3-ANR-R	PIA 3 ANR volet RECHERCHE	36 183 824	0	36 183 824	31 632 494	6 265 074	-1 713 743
HPIA-ANR-R	ANR hors PIA volet RECHERCHE	45 649 834	0	45 649 834	29 123 996	6 564 635	9 961 203
EUROPE	Contrats européens volet recherche	13 749 828	0	13 749 828	6 629 893	1 707 142	5 412 793
IDX-PER1-R	IDEX PERENNISE TRANCHE 1 volet RECHERCHE	20 151 873	0	20 151 873	386 284	0	19 765 590
CPER-FLI	CPER projet FLI volet RECHERCHE	1 705 140	0	1 705 140	540 000	463 000	702 140
CPER-CINAU	CPER projet CINAURA volet RECHERCHE	2 286 300	0	2 286 300	0	2 285 000	1 300
CPER-MECA	CPER projet MECASNOW volet RECHERCHE	1 070 000	0	1 070 000	0	642 500	427 500
PEPR-R	PEPR volet RECHERCHE	32 373 439	0	32 373 439	8 999 810	4 707 433	18 666 196
EQUIPEX	EQUIPEX volet recherche	5 327 345	0	5 327 345	2 233 593	774 866	2 318 887
RECH-ETAT	ETAT volet RECHERCHE	4 874 470	0	4 874 470	2 097 566	866 126	1 910 778
GATES-R	GATES volet recherche	18 237 534	0	18 237 534	9 694	0	18 227 840
EUR-FEDER	Contrats Européens FEDER volet RECHERCHE	1 329 408	0	1 329 408	1 080 700	10 895	237 814
PIA3-AUT-R	PIA 3 Autre financeur volet RECHERCHE	54 320	0	54 320	1 231 321	257 192	-1 434 193
PIA4-ANR-R	PIA 4 ANR volet RECHERCHE	10 808 976	0	10 808 976	2 964 892	2 412 228	5 431 856
IDX-PRO-R	IDEX PROBATOIRE volet RECHERCHE	1 750 628	0	1 750 628	867 087	0	883 540
IDEES-R	IDEES volet recherche	5 373 489	0	5 373 489	11 495	0	5 361 993
LABEX	LABEX volet recherche	80 117 712	0	80 117 712	63 434 086	41 229	16 642 397
LABEX-25-R	LABEX 2025 volet RECHERCHE	66 057 928	0	66 057 928	7 076	0	66 050 852
MIAI-R	MIAI pôle d'excellence IA volet RECHERHE	52 534 701	0	52 534 701	12 618 731	25 199 462	14 716 508
PIA3-CDC-R	PIA 3 CDC volet RECHERCHE	7 132 376	0	7 132 376	2 551 896	879 816	3 700 664
PIA3-BPI-R	PIA 3 BPI volet RECHERCHE	1 144 487	0	1 144 487	609 645	77 241	457 601
PPR-R	PPR PROGRAMME PRIORITAIRE DE RECHERCHE	744 732	0	744 732	223 884	148 430	372 418
PIA4-BPI-R	PIA 4 BPI volet RECHERCHE	1 121 541	0	1 121 541	172 332	546 418	402 791
PIA4-AUT-R	PIA 4 Autre financeur volet RECHERCHE	40 250	0	40 250	40 250	0	0
PIA4-CDC-R	PIA 4 CDC volet RECHERCHE	242 489	0	242 489	0	80 830	161 659
MULTIFIN-R	Contrats multifinanciers HORS PIA RECH	2 128 148	0	2 128 148	287 300	369 009	1 471 839
PIA4-PRE-R	PIA 4 PREMATURATION volet RECHERCHE	3 454 657	0	3 454 657	3 455 392	0	-736
PIA3-MUL-R	PIA 3 Multifinancier volet RECHERCHE	288 744	0	288 744	100 000	0	188 744
PUI-FIT-R	PUI FIT INNOVATION volet RECHERCHE	3 646 829	0	3 646 829	1 883 444	1 822 964	-59 579
RECH-REGIO	REGION volet RECHERCHE	5 193 903	0	5 193 903	3 004 346	672 899	1 516 658
EUR-MCURIE	Contrat Européens MARIE-CURIE volet RECH	13 942 304	0	13 942 304	8 817 527	1 459 888	3 664 889
EUR-ERC	Contrats Européens ERC volet RECHERCHE	24 330 103	0	24 330 103	15 846 512	556 941	7 926 650
RECH-TECH	PFI techniques volet RECHERCHE	72 691 825	0	72 691 825	0	55 038 084	17 653 741
Total Contrats de recherche		564 604 734	0	564 604 734	219 623 020	119 222 616	225 759 098
IDX-PRO-F	IDEX PROBATOIRE volet FORMATION	2 841 589	0	2 841 589	0	1 479 655	1 361 934
HPIA-ANR-F	ANR hors PIA volet FORMATION	3 105 373	0	3 105 373	589 095	43 044	2 473 234
FORM-REGIO	REGIONS volet FORMATION	3 804 389	0	3 804 389	1 385 654	526 064	1 892 671
CMA-CMI	Projet CMA-CMI volet FORMATION	99 672 594	0	99 672 594	49 638 849	38 447 573	11 586 172
FORM-UE	UNION EUROPEENNE Volet FORMATION	33 300	0	33 300	26 300	0	7 000
RRA-GIPC-F	Soutien RRA via GIP CAMPUS FORMATION	1 763 966	0	1 763 966	248 367	554 385	961 213
FORM-PRIVE	Financiers PRIVES volet FORMATION	1 197 486	0	1 197 486	550 112	190 580	456 794
FORM-AUTCO	AUTRES COLLECTIVITES volet FORMATION	1 055 361	0	1 055 361	180 894	46 350	828 118
IDX-PER1-F	IDEX PERENNISE volet FORMATION 2022-25	29 404 944	0	29 404 944	60 033 963	3 729 156	-34 358 175
FORM-HUE	HORS UNION EUROPEENNE Volet FORMATION	4 780 621	0	4 780 621	233 444	171 584	4 375 593
FORM-ERASM	ERASMUS volet FORMATION	1 981 705	0	1 981 705	761 164	336 534	884 007
PIA4-CDC-F	PIA 4 CDC volet FORMATION	15 274	0	15 274	3 120	0	12 154
FORM-ETAT	ETAT volet FORMATION	138 144	0	138 144	7 000	33 400	97 744
PIA3-ANR-F	PIA 3 ANR volet FORMATION	8 627 102	0	8 627 102	6 515 962	520 429	1 590 711
PIA3-CDC-F	PIA 3 CDC volet FORMATION	1 405 551	0	1 405 551	883 396	180 000	342 155
PIA4-ANR-F	PIA 4 ANR volet FORMATION	2 175 331	0	2 175 331	1 010 732	139 300	1 025 299
PIA3-AUT-F	PIA 3 Autre financeur volet FORMATION	0	0	0	50 000	0	-50 000
HPIA-BPI-F	BPI hors PIA volet FORMATION	19 000	0	19 000	13 300	19 000	-13 300
PIA2-AUT-F	PIA 2 Autre financeur volet FORMATION	162 802	0	162 802	170 000	0	-7 198
GATES-F	GATES volet FORMATION	11 656 144	0	11 656 144	8 771 811	2 051 674	832 660
IDEES-F	IDEES volet FORMATION	19 068 528	0	19 068 528	6 898 403	1 442 525	10 727 600
SFRI-F	SFRI volet FORMATION	21 402 887	0	21 402 887	6 814 542	1 478 365	13 109 979
PUI-FIT-F	PUI FITINNOVE volet FORMATION	610 099	0	610 099	0	417 999	192 100
MIAI-F	MIAI pôle d'excellenc IA volet FORMATION	17 271 329	0	17 271 329	0	0	17 271 329
FORM-TECH	PFI technique volet FORMATION	1 646 965	0	1 646 965	0	800 000	846 965
Total Contrats d'enseignement		233 840 487	0	233 840 487	144 786 109	52 607 618	36 446 760
Total		952 521 353	16 236 541	936 284 813	443 770 052	178 865 056	313 649 705

Opération	Sources de financements	Coût total de l'opération	Montant notifié < N	Montant notifié N	Reste à notifier
		(18a)	(19a)	(19b)	(19c)
Opé-43 IUT2 Restructuration de l'adminis	Financement de l'Etat				0
	Financement de la région				0
	Autres subventions				0
	Autres recettes				0
	Autofinancement par l'établissement	936 346			936 346
Total		936 346	0	0	936 346
Opé-19 SMART CAMPUS GDA CLV	Financement de l'Etat	6 218 189	6 218 189		0
	Financement de la région	0	0		0
	Autres subventions	2 781 811	2 781 811		0
	Autres recettes	5 016	5 016		0
	Autofinancement par l'établissement	3 322 705			3 322 705
Total		12 327 721	9 005 016	0	3 322 705
Total PPI	Ss total financement de l'Etat	82 700 180	82 700 180		0
	Ss total financement de la région	8 390 000	8 390 000		0
	Ss total autres subventions	44 174 397	44 174 397		0
	Ss total autres recettes	2 585 016	2 585 016		0
	Ss total autofinancement par l'établissement	16 236 540			16 236 540
TOTAL		154 076 133	137 839 593	0	16 236 540

Montant des financements extérieurs	Financements extérieurs		
	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements prévus en N	Restes à encaisser
(18b)	(20)	(21)	(22)=(18b)-(20)-(21)
0			0
0			0
0			0
0			0
0			0
6 218 189	6 500 000	0	-281 811
0			0
2 781 811	2 500 000		281 811
0			0
5 016	5 016		0
0			0
0			0
9 005 016	9 005 016	0	0
82 700 180	53 025 888	4 302 850	25 371 442
8 390 000	3 304 811	0	5 075 189
44 174 397	23 024 712	2 731 973	18 418 212
0			0
2 585 016	6 011		2 579 005
0			0
0			0
137 839 593	79 360 921	7 034 823	51 443 848

Prévisions en N+1 et suivantes		
Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
(23)	(24)	(25)
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
8 067 469	8 350 255	24 356 173
0	0	4 500 000
1 219 000	120 000	2 259 951
0	0	2 580 000
0	0	0
9 286 469	8 470 255	33 687 124

C - Poids des opérations sur la trésorerie de l'établissement

	Sources de financements	Années < N	Année N	Année N+1	Année N+2	Années > N+2	Total
Opé diverses fléchées pluriannuelles	Impact sur la trésorerie de l'établissement	193 105	- 48 376	- 546 023	- 4 092	- 278 016	- 683 402
	Financements extérieurs	10 081 043	47 850	196 245	115 255	-	10 440 393
Opé diverses non fléchées pluriannuelles	Impact sur la trésorerie de l'établissement	303 584	- 534 123	- 16 059	-	- 41 780	- 895 546
	Financements extérieurs	-	-	-	-	185 117	185 117
Opé modif GPPI 28/01/2025 fléchés	Impact sur la trésorerie de l'établissement	214 681	- 593 888	- 1 111 559	- 3 335 611	4 288 908	- 956 831
	Financements extérieurs	896 121	300 000	1 800 000	3 000 000	5 555 000	11 551 121
Opé-12 CPER14 Valence Briffault	Impact sur la trésorerie de l'établissement	1 376 224	- 109 679	-	-	- 11 681	- 1 474 222
	Financements extérieurs	5 110 000	-	-	-	-	5 110 000
Opé-29 CPER14 Espaces numérique Stendhal	Impact sur la trésorerie de l'établissement	238 772	- 585 409	- 905 364	-	- 1 253 032	- 1 032
	Financements extérieurs	4 884 941	2 615 059	-	-	1 250 000	8 750 000
Opé-15 CPER14 CRESI	Impact sur la trésorerie de l'établissement	5 365 758	165 755	600 000	-	4 721 001	120 999
	Financements extérieurs	19 210 576	1 059 425	600 000	-	4 780 000	19 600 000
Opé-14 CPER14 ESPE/Cluster éducation	Impact sur la trésorerie de l'établissement	53 893	- 60 608	-	-	- 7 080	- 119 581
	Financements extérieurs	8 774 000	-	-	-	-	8 774 000
Opé-13 CPER14 Réorganisation IUT1	Impact sur la trésorerie de l'établissement	1 176 234	- 74 476	-	-	- 426 524	- 824 186
	Financements extérieurs	15 898 249	-	-	-	- 570 951	16 469 200
Opé-30 CPER14 BU Latour Maubourg	Impact sur la trésorerie de l'établissement	40 436	-	-	-	- 35 977	- 76 413
	Financements extérieurs	2 189 188	-	-	-	- 35 977	2 225 165
DLST	Impact sur la trésorerie de l'établissement	56 224	- 268 937	222 136	- 264 801	- 44 632	- 300 000
	Financements extérieurs	200 000	-	1 080 000	-	-	1 280 000
Stendhal Phase 2	Impact sur la trésorerie de l'établissement	128 903	7 034	- 1 442 784	- 794 153	2 026 000	- 75 000
	Financements extérieurs	200 000	2 000 000	2 980 000	120 000	1 450 000	6 750 000
IUT Génie Civil	Impact sur la trésorerie de l'établissement	88 904	147 807	- 1 522 802	534 971	451 121	- 299 999
	Financements extérieurs	200 000	500 000	600 000	2 335 000	665 000	4 300 000
Briffault Commun Phase 2	Impact sur la trésorerie de l'établissement	69 368	- 303 510	- 416 807	- 5 896 470	6 544 387	- 3 032
	Financements extérieurs	95 000	105 000	1 080 000	2 900 000	8 400 000	12 500 000
Opé-55 Crèche	Impact sur la trésorerie de l'établissement	1 132 940	- 1 586 267	139 207	-	- 2 580 000	0
	Financements extérieurs	173 511	407 489	189 000	-	-	3 350 000
Opé-34 PLR PHITEM	Impact sur la trésorerie de l'établissement	59 303	- 7	-	-	- 21 100	- 38 210
	Financements extérieurs	400 908	-	-	-	-	422 008
Opé-36 PLR Piscine	Impact sur la trésorerie de l'établissement	310 615	-	-	-	- 85 073	- 225 542
	Financements extérieurs	1 631 151	-	-	-	- 85 850	1 717 001
Opé-37 PLR IMA C	Impact sur la trésorerie de l'établissement	292 294	- 425	-	-	- 103 987	- 188 732
	Financements extérieurs	1 986 816	-	-	-	-	2 090 800
Opé-38 PLR Biologie	Impact sur la trésorerie de l'établissement	306 868	63	-	-	- 148 778	- 158 027
	Financements extérieurs	3 739 355	-	-	-	- 196 808	3 936 163
Opé-40 PLR Les Houches - Chauffage	Impact sur la trésorerie de l'établissement	18 730	-	-	-	-	- 18 730
	Financements extérieurs	585 048	-	-	-	-	585 048
Opé-Opération CAMPUS	Impact sur la trésorerie de l'établissement	994 188	- 736 510	541 224	- 300 000	1 489 474	-
	Financements extérieurs	-	-	841 224	-	7 907 277	8 748 501
Mise aux normes (fléchés)	Impact sur la trésorerie de l'établissement	588 474	- 1 688 851	- 1 217 425	- 500 000	- 1 625 571	- 5 620 322
	Financements extérieurs	-	-	-	-	-	-
Opé 54 INSPE Annecy	Impact sur la trésorerie de l'établissement	136 769	-	-	-	-	- 136 769
	Financements extérieurs	100 000	-	-	-	-	100 000
Opé-42 Jean Roget 410	Impact sur la trésorerie de l'établissement	137 789	- 57 473	-	-	- 0	- 195 261
	Financements extérieurs	-	-	-	-	-	-
Opé-43 IUT2 Restructuration de l'adminis	Impact sur la trésorerie de l'établissement	936 346	0	-	-	- 0	- 936 346
	Financements extérieurs	-	-	-	-	-	-
Opé-19 SMART CAMPUS GDA CLV	Impact sur la trésorerie de l'établissement	3 265 399	- 58 991	-	-	- 1 885	- 3 322 705
	Financements extérieurs	9 005 016	-	-	-	-	9 005 016
Total	Impact sur la trésorerie de l'établissement	15 815 108	- 6 376 870	- 5 676 256	- 10 560 156	22 191 850	- 16 236 541
	Financements extérieurs	79 360 921	7 034 823	9 286 469	8 470 255	33 687 124	137 839 592

Notice

• Seules les opérations immobilières ont vocation à être renseignées dans ce tableau. Il s'agit des opérations immobilières pluriannuelles (se déroulant donc sur au moins deux exercices) ont vocation à être renseignées dans ce tableau.

• Une opération immobilière doit être mentionnée dans le tableau dès lors que le conseil d'administration en a validé le principe.

• Les colonnes (1) et (18a) intitulées "Coût total de l'opération" doivent être d'un montant égal.

• Colonne "Restes à engager en fin d'année N (AE)" doit être égale à la somme des colonnes (12), (14) et (16).

• Les restes à payer sur AE consommées se distinguent de la somme des CP prévus pour les années N+1 et suivantes. En effet, la prévision pluriannuelle des CP tient compte à la fois des CP ayant déjà fait l'objet d'une consommation d'AE mais également des CP à venir pour lesquels les engagements fermes n'ont pas encore été pris par l'établissement.

• La colonne (18a) "Coût total de l'opération" correspond au plan de financement prévisionnel de l'opération intégrant l'autofinancement

• Les colonnes (19a), (19b) et (19c) sont relatives aux notifications : il s'agit d'inscrire les notifications de dotations de l'Etat ou les conventions de financement pour les collectivités. A titre d'illustration, un CPER signé ne vaut pas notification de financement et n'a donc pas vocation à être inscrit.

Les montants à renseigner correspondent à l'année de notification (et non à l'année à laquelle les crédits seront versés). A titre d'exemple une notification faite en année N pour les crédits de N et N+1 devra faire apparaître le cumul de l'ensemble des crédits mentionnés dans le document de notification.

Les montants notifiés peuvent être distincts des encaissements prévus. Ainsi un encaissement peut être prévu sur une année même si aucune notification n'a été reçue, notamment si le dossier d'expertise prévoyait l'existence de la recette extérieure.

• La colonne (19b) "Montant notifié en N" doit être actualisée à chaque mise à jour du tableau (BI ou BR).

• La colonne (22) "Restes à encaisser" doit être égale à la somme des colonnes (23), (24) et (25).

Tableau 10 détaillé des opérations pluriannuelles et programmation : Budget Initial de l'exercice 2026

Prévisions d'AE et de CP		Prévisions	Prévisions N (BI + BR)							Prévisions N+1 et suivantes								
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes < N	Conso AE < N	Reports ou Reprogrammations N	AE nouvelles ouvertes N	Total AE N	CP ouverts < N	Conso CP < N	Reports ou Reprogrammations N	CP nouveaux ouverts N	Total CP N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
Programmes pluriannuels d'invest	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	5 438 809	5 438 809	5 372 194	0	0	0	692 847	612 673	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissement	148 637 324	104 635 741	102 393 874	0	32 964 722	32 964 722	96 412 937	94 563 356	0	11 481 939	11 481 939	6 273 074	14 962 725	2 064 822	19 030 411	2 698 965	5 925 867
Total Programmes pluriannuels d'invest		154 076 133	110 074 550	107 766 068	0	32 964 722	32 964 722	97 105 784	95 176 030	0	11 481 939	11 481 939	6 273 074	14 962 725	2 064 822	19 030 411	2 698 965	5 925 867
Contrats de recherche	Personnel	287 425 880	125 568 489	116 220 424	0	37 821 962	37 821 962	125 596 726	116 240 038	0	37 821 962	37 821 962	50 087 080	50 087 080	23 944 928	23 944 928	50 003 421	50 003 421
	Fonctionnement	220 818 614	90 995 227	72 543 077	0	43 481 801	43 481 801	84 630 264	67 202 569	0	43 931 801	43 931 801	29 764 540	29 721 606	19 867 401	19 857 241	36 709 646	36 709 646
	Investissement	56 360 240	27 645 820	24 178 030	0	9 362 205	9 362 205	24 224 344	21 000 592	0	9 238 617	9 238 617	10 916 428	6 565 117	2 971 822	7 561 431	5 463 965	5 898 906
Total Contrats de recherche		564 604 734	244 209 536	212 941 531	0	90 665 968	90 665 968	234 451 335	204 443 199	0	90 992 380	90 992 380	90 768 048	86 373 803	46 784 150	51 363 599	92 177 032	92 611 973
Contrats d'enseignement	Personnel	52 116 926	24 825 001	21 258 704	0	8 450 613	8 450 613	24 775 001	21 258 704	0	8 450 613	8 450 613	8 368 122	8 368 122	5 339 947	5 339 947	5 133 242	5 133 242
	Fonctionnement	171 535 229	87 164 920	55 566 147	0	41 492 240	41 492 240	87 031 012	37 368 110	0	41 562 824	41 562 824	12 197 842	12 208 104	18 792 341	18 813 899	11 887 885	11 700 267
	Investissement	10 188 332	6 821 332	4 046 055	0	1 866 283	1 866 283	6 528 806	3 619 658	0	2 055 840	2 055 840	479 782	479 782	507 000	507 000	513 935	513 935
Total Contrats d'enseignement		233 840 487	118 811 254	80 870 906	0	51 809 136	51 809 136	118 334 819	62 246 472	0	52 069 277	52 069 277	21 045 747	21 056 008	24 639 288	24 660 846	17 535 062	17 347 445
Ss total Personnel		339 542 806	150 393 490	137 479 128	0	46 272 575	46 272 575	150 371 728	137 498 742	0	46 272 575	46 272 575	58 455 202	58 455 202	29 284 875	29 284 875	55 136 664	55 136 664
Ss total Fonctionnement		397 792 651	183 598 956	133 481 418	0	84 974 041	84 974 041	172 354 123	105 183 353	0	85 494 625	85 494 625	41 962 382	41 929 710	38 659 741	38 671 139	48 597 531	48 409 913
Ss total Investissement		215 185 896	139 102 894	130 617 959	0	44 193 210	44 193 210	127 166 087	119 183 606	0	22 776 396	22 776 396	17 669 284	22 007 624	5 543 644	27 098 842	8 676 865	12 338 708
TOTAL		952 521 353	473 095 339	401 578 504	0	175 439 827	175 439 827	449 891 938	361 865 700	0	154 543 597	154 543 597	118 086 868	122 392 536	73 488 260	95 054 856	112 411 059	115 885 285

Prévisions de recettes		Prévisions	Prévisions N		Prévisions en N+1 et suivantes		
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements < N	Encaissements prévus N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
Programmes pluriannuels d'invest	Financement de l'Etat	85 116 242	44 224 345	3 802 850	7 001 224	8 355 000	21 732 823
	Autres financements publics	52 576 839	34 990 066	3 231 973	1 285 245	115 255	12 954 300
	Autres financements	146 512	146 512	0	0	0	0
Total Programmes pluriannuels d'invest		137 839 593	79 360 923	7 034 823	8 286 469	8 470 255	34 687 123
Contrats de recherche	Financement de l'Etat	41 068 638	4 337 093	17 366 265	509 564	102 307	18 753 410
	Autres financements publics	488 714 615	203 044 707	98 024 219	52 219 269	48 284 419	87 142 002
	Autres financements	34 821 481	12 241 221	3 832 131	1 768 611	168 013	16 811 506
Total Contrats de recherche		564 604 734	219 623 020	119 222 616	54 497 443	48 554 738	122 706 917
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	2 816 058	2 687 666	33 400	47 496	47 496	0
	Autres financements publics	229 697 897	141 113 597	52 328 911	12 722 929	6 968 765	16 563 696
	Autres financements	1 326 532	984 847	245 307	0	0	96 378
Total Contrats d'enseignement		233 840 487	144 786 109	52 607 618	12 770 425	7 016 261	16 660 074
Ss total Financement de l'Etat		129 000 937	51 249 103	21 202 515	7 558 283	8 504 803	40 486 233
Ss total Autres financements		770 989 351	379 148 370	153 585 103	66 227 442	55 368 438	116 659 998
Ss total Autres financements		36 294 524	13 372 579	4 077 438	1 768 611	168 013	16 907 884
TOTAL		936 284 813	443 770 052	178 865 056	75 554 336	64 041 254	174 054 115

TABLEAU DE SYNTHÈSE

**Tableau de synthèse budgétaire et comptable du Budget Initial de l'exercice 2026
Etablissement Principal avec Plan Campus**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Exercice 2026		
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	65 003 036		
	2 Niveau initial du fonds de roulement	31 204 725		
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-117 513 415		
	4 Niveau initial de la trésorerie	148 718 140		
4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	97 646 371		
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	51 071 769		
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	670 123 580		
	6 Résultat patrimonial	-10 593 589		
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	-1 798 658		
	8 Variation du fonds de roulement	-15 577 369		
	9 Opérations bilancielle non budgétaires	SENS	0	
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	0
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	0
		Cautionnements et dépôts	-	0
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	0	
		Variation des stocks	+ / -	0
		Production immobilisée	+	0
		Charges sur créances irrécouvrables	-	0
		Produits divers de gestion courante	+	0
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	-11 047 399	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	0
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-11 047 399
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	0	
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	0	
12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		-4 529 970		
12.a	Recettes budgétaires	643 802 349		
12.b	Crédits de paiement ouverts	648 332 319		
13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		-4 082 378		
14 Variation de la trésorerie = 12 - 13		-8 612 348		
14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	33 559 979		
14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-42 172 327		
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		-6 965 021		
16 Restes à payer		21 791 261		
Stocks finaux	17 Niveau final de restes à payer	86 794 297		
	18 Niveau final du fonds de roulement	15 627 356		
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-124 478 436		
	20 Niveau final de la trésorerie	140 105 792		
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	131 206 350	
20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	8 899 442		

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

BUDGET INITIAL DE L'EXERCICE 2026
BUDGET UGA SANS PLAN CAMPUS

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires 2026 - UGA sans Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES											RECETTES					
	AE					CP					RE					
	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecarts entre BR2 2025 et BI 2026	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecarts entre BR2 2025 et BI 2026	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecarts entre BR2 2025 et BI 2026	
Personnel	423 002 844	437 027 768	435 792 306	451 611 487	15 819 181	423 041 367	437 027 768	435 792 306	451 611 487	15 819 181	485 585 048	482 442 547	497 308 016	483 968 925	- 13 339 091	Recettes globalisées
dont contributions employeur CAS Pension	103 723 478	110 590 358	109 370 358	115 000 000	5 629 642	103 723 478	110 590 358	109 370 358	115 000 000	5 629 642	386 008 403	387 564 516	394 776 874	395 496 532	719 658	Subvention pour charges de service public
											3 746 046	2 378 976	7 110 874	1 280 492	- 5 830 382	Autres financements de l'Etat
											3 525 672	3 000 728	3 475 816	3 019 022	- 456 794	Fiscalité affectée
Fonctionnement	91 980 759	135 883 891	141 334 522	145 515 368	4 180 846	92 447 657	136 338 529	144 164 478	144 434 049	269 571	25 661 872	27 915 445	23 766 493	23 769 941	3 447	Autres financements publics
											66 643 055	61 582 882	68 177 959	60 402 938	- 7 775 021	Recettes propres
											63 643 730	102 209 095	125 210 027	142 913 903	17 703 876	Recettes fléchées*
											2 056 445	1 484 213	14 329 634	3 864 950	- 10 464 684	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	26 145 530	36 181 957	29 323 802	57 645 479	28 321 677	37 294 829	38 318 182	30 994 678	35 782 537	4 787 859	60 421 446	100 070 582	94 426 093	138 941 132	44 515 039	Autres financements publics fléchés
											1 165 838	654 300	16 454 300	107 821	- 16 346 479	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	541 129 133	609 093 616	606 450 630	654 772 334	48 321 704	552 783 853	611 684 479	610 951 462	631 828 074	20 876 612	549 228 777	584 651 642	622 518 043	626 882 829	4 364 786	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)						-	-	11 566 581	-	-	3 555 076	27 032 837	-	4 945 245	16 511 826	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination et Recettes par origine du Budget Initial de l'exercice 2026 - UGA sans Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	15 573 917	15 573 917	5 452 678	5 456 802	1 424 507	1 474 064	22 451 102	22 504 783
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	4 233 834	4 233 834	4 066 991	4 066 991	796 866	796 866	9 097 691	9 097 691
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	508 602	508 602	708 390	708 390	20 000	20 000	1 236 992	1 236 992
D105 - Bibliothèques et documentation	358 998	358 998	2 622 644	2 755 244	40 000	40 000	3 021 642	3 154 242
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	3 387 855	3 387 855	5 588 940	5 538 438	2 024 237	2 024 237	11 001 032	10 950 530
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com, micro et nanotechnologies	3 563 071	3 563 071	4 261 446	4 261 446	379 736	379 736	8 204 254	8 204 254
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	5 048 952	5 048 952	5 259 766	5 259 766	954 422	954 422	11 263 140	11 263 140
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	248 438	248 438	-	-	248 438	248 438
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	3 392 508	3 392 508	4 140 674	4 140 674	1 009 957	1 009 957	8 543 139	8 543 139
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	2 753 695	2 753 695	4 053 656	4 053 656	217 758	217 758	7 025 110	7 025 110
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	19 991 495	19 991 495	20 496 137	20 496 137	4 278 714	4 278 714	44 766 345	44 766 345
D113 - Diffusion des savoirs et musées	127 071	127 071	323 849	323 849	12 000	12 000	462 920	462 920
D114 - Immobilier	920 845	920 845	21 936 250	20 895 250	40 658 688	18 606 189	63 515 783	40 422 284
D115 - Pilotage et support	388 773 427	388 773 427	63 333 359	63 186 818	5 774 593	5 914 593	457 881 378	457 874 838
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D202 - Aides indirectes aux étudiants	1 077 612	1 077 612	1 873 653	1 873 653	29 000	29 000	2 980 265	2 980 265
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 899 606	1 899 606	1 148 497	1 168 497	25 000	25 000	3 073 103	3 093 103
TOTAL	451 611 487	451 611 487	145 515 368	144 434 049	57 645 479	35 782 537	654 772 334	631 828 074

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B

-

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010 - SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	395 496 532	-	-	-	-	-	-	-	395 496 532
FD020 - DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	6 732 162	-	-	-	6 732 162
FD030 - FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	17 840 394	-	-	-	17 840 394
FD040 - TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	833 752	-	-	-	833 752
FD050 - CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	41 686	1 494 741	52 100	-	-	1 588 527
FD060 - VALORISATION	-	-	-	-	2 081 456	-	-	9 000	2 090 456
FD070 - ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	-	5 266 117	-	-	107 188 450	-	112 454 567
FD080 - ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	7 879 310	-	-	20 046 512	-	27 925 822
FD090 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	2 973 303	-	-	2 429 955	-	5 403 258
FD100 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	1 325 334	-	-	2 882 290	-	4 207 624
FD110 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	1 280 492	-	6 202 472	2 675 456	3 812 850	6 393 926	32 229	20 397 424
FD120 - FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONS & LEGS	-	-	-	81 718	1 762 828	-	-	66 592	1 911 138
FD130 - AUTRES RECETTES	-	-	3 019 022	-	26 982 149	-	-	-	30 001 172
TOTAL	395 496 532	1 280 492	3 019 022	23 769 941	60 402 938	3 864 950	138 941 132	107 821	626 882 829

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C

4 945 245

TABLEAU 6
Situation patrimoniale 2026 - UGA sans Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026	PRODUITS	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026
Personnel	416 450 807	431 266 809	430 049 347	445 698 487	15 649 140	Subventions de l'Etat	439 536 619	389 413 860	401 502 343	396 963 012	- 4 539 331
dont contributions employeur CAS Pension	103 682 743	110 590 358	109 370 358	115 000 000	5 629 642	Fiscalité affectée	3 478 399	3 003 416	3 478 504	3 019 022	- 459 482
Fonctionnement autre que les charges de personnel	138 508 983	169 087 648	175 220 083	177 078 623	1 858 540	Autres subventions	22 372 139	121 707 278	111 235 283	134 675 893	23 440 610
						Autres produits	90 358 199	79 839 558	89 108 718	77 525 594	- 11 583 124
TOTAL DES CHARGES (1)	554 959 790	600 354 457	605 269 430	622 777 111	17 507 681	TOTAL DES PRODUITS (2)	555 745 357	593 964 112	605 324 848	612 183 521	6 858 673
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	785 567	-	55 418	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	6 390 345	-	10 593 589	10 649 007
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	555 745 357	600 354 457	605 324 848	622 777 111	17 507 681	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	555 745 357	600 354 457	605 324 848	622 777 111	17 507 681

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	785 567	- 6 390 345	55 418	- 10 593 589	- 10 649 007
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	43 108 489	26 988 161	26 988 161	26 731 574	- 256 587
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 47 916	-	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 10 022	-	-	-	-
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 33 466 731	- 18 267 326	- 18 267 326	- 17 950 876	316 450
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	10 369 387	2 330 490	8 776 253	- 1 812 891	- 10 589 144

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026	RESSOURCES	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	1 812 891	1 812 891	Capacité d'autofinancement	10 369 387	2 330 490	8 776 253	-	- 8 776 253
Investissements	37 977 971	38 318 182	30 994 678	35 782 537	4 787 859	Financement de l'actif par l'État	7 565 825	4 079 222	3 747 302	4 339 332	592 030
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	-	-	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	11 699 543	16 866 500	14 344 187	16 670 838	2 326 652
Remboursement des dettes financières	-	-	-	-	-	Autres ressources	2 357 756	3 263 453	1 124 915	1 007 889	- 117 026
TOTAL DES EMPLOIS (5)	37 977 971	38 318 182	30 994 678	37 595 428	6 600 751	TOTAL DES RESSOURCES (6)	31 992 511	26 539 666	27 992 656	22 018 059	- 5 974 597
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	-	-	-	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	5 985 460	11 778 516	3 002 022	15 577 369	12 575 347

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 5 985 460	- 11 778 516	- 3 002 022	- 15 577 369	- 12 575 347
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	24 646 384	12 867 868	21 644 363	6 066 994	- 15 577 369

BUDGET INITIAL DE L'EXERCICE 2026

BUDGET PLAN CAMPUS

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires 2026 - Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES											RECETTES					
	AE					CP					RE					
	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecarts entre BR2 2025 et BI 2026	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecarts entre BR2 2025 et BI 2026	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecarts entre BR2 2025 et BI 2026	
Personnel	598 956	668 787	638 787	552 167	- 86 620	570 136	668 787	638 787	552 167	- 86 620	16 333 060	1 749 128	1 749 128	790 000	- 959 128	Recettes globalisées
dont contributions employeur CAS Pension	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	Subvention pour charges de service public
											4 515 758	398 128	398 128	-	- 398 128	Autres financements de l'Etat
											-	-	-	-	-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	6 852 380	14 976 000	12 631 000	7 565 000	- 5 066 000	7 473 496	10 771 000	8 426 000	8 465 000	39 000	10 784 754	440 000	440 000	-	- 440 000	Autres financements publics
											1 052 548	911 000	911 000	790 000	- 121 000	Recettes propres
											-	15 731 392	15 731 392	16 129 520	398 128	Recettes fléchées*
											-	15 731 392	15 731 392	16 129 520	398 128	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	7 579 991	6 947 000	6 118 000	7 234 079	1 116 079	7 676 135	6 662 000	5 482 000	7 487 078	2 005 078	-	-	-	-	-	Autres financements publics fléchés
											-	-	-	-	-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) et CP (B)	15 031 327	22 591 787	19 387 787	15 351 246	- 4 036 541	15 719 767	18 101 787	14 546 787	16 504 245	1 957 458	16 333 060	17 480 520	17 480 520	16 919 520	- 561 000	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)						613 293	-	2 933 733	415 275	-	-	621 267	-	-	2 518 458	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination et Recettes par origine du Budget Initial de l'exercice 2026 - Plan Campus

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue niveau Licence	-	-	-	-	-	-	-	-
D 102 - Formation initiale et continue niveau Master	-	-	-	-	-	-	-	-
D 103 - Formation initiale et continue niveau Doctorat	-	-	-	-	-	-	-	-
D105 - Bibliothèques et documentation	-	-	-	-	-	-	-	-
D106 - Recherche universitaire - sciences de la vie, biotechnologies et santé	-	-	-	-	-	-	-	-
D107 - Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'info et de la com, micro et nanotechnologies	-	-	-	-	-	-	-	-
D108 - Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	-	-	-	-	-	-	-	-
D109 - Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
D111 - Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	-	-	-	-	-	-	-	-
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	-	-	-	-	-	-	-	-
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	552 167	552 167	7 565 000	8 465 000	7 234 079	7 487 078	15 351 246	16 504 245
D115 - Pilotage et support	-	-	-	-	-	-	-	-
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D202 - Aides indirectes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	552 167	552 167	7 565 000	8 465 000	7 234 079	7 487 078	15 351 246	16 504 245

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B **415 275**

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES							
	Recettes globalisées				Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD010 - SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC	-	-	-	-	-	-	-	-
FD020 - DROITS INSCRIPTION	-	-	-	-	-	-	-	-
FD030 - FORMATION CONTINUE DIPLOMES PROPRES VAE	-	-	-	-	-	-	-	-
FD040 - TAXE APPRENTISSAGE	-	-	-	-	-	-	-	-
FD050 - CONTRATS ET PRESTATIONS DE RECHERCHE HORS ANR	-	-	-	-	-	-	-	-
FD060 - VALORISATION	-	-	-	-	-	-	-	-
FD070 - ANR INVESTISSEMENT D'AVENIR	-	-	-	-	-	-	-	-
FD080 - ANR HORS INVESTISSEMENT AVENIR	-	-	-	-	-	-	-	-
FD090 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS REGION	-	-	-	-	-	-	-	-
FD100 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS UE	-	-	-	-	-	-	-	-
FD110 - SUBVENTIONS EXPLOITATION & FINANCT ACTIFS AUTRES	-	-	-	-	16 129 520	-	-	16 129 520
FD120 - FONDATIONS FONDS PROPRES RESERVES DONS & LEGS	-	-	-	-	-	-	-	-
FD130 - AUTRES RECETTES	-	-	-	790 000	-	-	-	790 000
TOTAL	-	-	-	790 000	16 129 520	-	-	16 919 520

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C **-**

TABLEAU 6
Situation patrimoniale 2026 - Plan Campus

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026	PRODUITS	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026
Personnel	561 118	668 787	638 787	552 167	- 86 620	Subventions de l'Etat	7 230 501	10 649 659	8 274 659	8 241 400	- 33 259
dont contributions employeur CAS Pension	40 735	-	-	-	-	Fiscalité affectée	-	-	-	-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel	12 101 899	15 519 477	13 174 477	13 313 144	138 667	Autres subventions	-	-	-	-	-
						Autres produits	5 432 516	5 538 605	5 538 605	5 623 911	85 306
TOTAL DES CHARGES (1)	12 663 017	16 188 264	13 813 264	13 865 311	52 047	TOTAL DES PRODUITS (2)	12 663 017	16 188 264	13 813 264	13 865 311	52 047
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	-	-	-	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	12 663 017	16 188 264	13 813 264	13 865 311	52 047	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	12 663 017	16 188 264	13 813 264	13 865 311	52 047

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-	-	-	-	-
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 779 596	4 748 477	4 748 477	4 848 144	99 667
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 7 895	-	-	-	-
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	- 4 772 470	- 4 627 605	- 4 627 605	- 4 833 911	- 206 306
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	- 769	120 872	120 872	14 233	- 106 639

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026	RESSOURCES	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026
Insuffisance d'autofinancement	769	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement	-	120 872	120 872	14 233	- 106 639
Investissements	3 479 678	6 662 000	5 482 000	7 487 078	2 005 078	Financement de l'actif par l'État	4 515 757	6 101 128	4 921 128	7 472 845	2 551 717
Dépôt IDEX - dotation non consommable	-	-	-	-	-	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	3 300 000	440 000	440 000	-	- 440 000
Remboursement des dettes financières	4 336 080	-	-	-	-	Autres ressources	7 895	-	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	7 816 527	6 662 000	5 482 000	7 487 078	2 005 078	Augmentation des dettes financières	-	-	-	-	-
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	7 125	-	-	-	-	TOTAL DES RESSOURCES (6)	7 823 652	6 662 000	5 482 000	7 487 078	2 005 078
						Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	-	-	-	-	-

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte Financier 2024	Budget Initial 2025	Budget 2025 après BR2	Budget Initial 2026	Ecart entre BR2 2025 et BI 2026
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	7 125	-	-	-	-
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	9 560 362	9 560 362	9 560 362	9 560 362	-